



Au service
des peuples
et des nations

Quatrième rapport d'étape annuel consolidé du Fonds du Programme ONU-REDD (Rapport de l'Agent administratif du Fonds du Programme ONU- REDD pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012)

**DIXIÈME RÉUNION DU CONSEIL
D'ORIENTATION DU PROGRAMME ONU-
REDD**

**25-28 juin 2013
Lombok, Indonésie**

Conformément à la décision du Conseil d'orientation, le présent document ne sera pas imprimé afin de réduire au minimum l'incidence des processus du Programme ONU-REDD sur l'environnement et de contribuer à leur neutralité climatique. Les documents de la réunion du Programme ONU-REDD sont disponibles sur Internet à l'adresse www.unredd.net ou www.un-redd.org.

PROGRAMME
ONU-REDD



UNITED NATIONS
DEVELOPMENT GROUP



Empowered lives.
Resilient nations.

Quatrième rapport d'étape annuel consolidé du Fonds du Programme ONU-REDD*

**Rapport de l'Agent administratif du Fonds du Programme ONU-REDD
pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012**

Fonds d'affectation spéciale multipartenaire
Bureau de gestion
Programme des Nations Unies pour le développement
<http://mptf.undp.org>

31 mai 2013

Fonds du Programme ONU-REDD

Organismes participants



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)



Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Donateurs



Danemark



Union européenne



Japon



Norvège



Espagne

Sigles et acronymes

AAS	Arrangement administratif standard
ACP	Autoridad del Canal de Panamá (Autorité du canal de Panama)
ANAM	<i>Autoridad Nacional del Ambiente de Panamá</i> (Autorité nationale pour l'environnement, Panama)
BeRT	Outil d'identification des avantages et des risques (sigle anglais)
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CD REDD	Renforcement des capacités pour la REDD+
CE	Commission européenne
CLIP	Consentement libre, informé et préalable
CNA	Évaluation des besoins des pays
COONAPIP	<i>Coordinadora Nacional de los Pueblos Indígenas de Panamá</i> (Coordination nationale des peuples autochtones du Panama)
DPN	Document du Programme national
EESS	Évaluation environnementale et sociale stratégique
EPG	Évaluation participative de la gouvernance
FAI	Fonctions d'appui international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAPI	<i>Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas</i> (Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones, Paraguay)
FASM	Fonds d'affectation spéciale multipartenaire
FCPF	Fonds de Partenariat pour le carbone forestier
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMB	Bureau de gestion forestière (Philippines)
FUNCATE	<i>Fundação de Ciências, Aplicações e Tecnologias Espaciais</i> (Fondation des sciences, technologies et applications spatiales, Brésil)
GES	Gaz à effet de serre
GIS	Systèmes d'information géographique (sigle anglais)
GIZ	Société allemande pour la coopération internationale
IFNC	Inventaire des forêts naturelles et du carbone
ILUA	Évaluation de l'utilisation intégrée des terres
INFONA	<i>Instituto Forestal Nacional</i> (Institut national des forêts, Paraguay)

INPE	<i>Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais</i> (Institut national pour la recherche spatiale, Brésil)
IPSAS	Normes comptables internationales pour le secteur public
MECNT	Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme (République démocratique du Congo)
MICCA	Atténuation du Changement Climatique dans l'Agriculture (FAO)
MNRT	Ministère des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Tourisme (République unie de Tanzanie)
MRV	Mesure, notification et vérification (sigle anglais)
NER	Niveau d'émissions de référence
NMRC	Conseil national multipartite pour la REDD+ (Philippines)
ONU-REDD	Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement
OSC	Organisation de la société civile
PCSE	Principes et critères sociaux et environnementaux
PEB	Conseil exécutif du projet
PMRC	Conseil provincial multipartite pour la REDD+ (Philippines)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RCFE	Renforcement des capacités sur les faibles émissions
RDC	République démocratique du Congo
REDD+	Réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement ; et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement
R-PP	Proposition de préparation à la REDD
SEAM	<i>Secretaría del Ambiente</i> (secrétariat à l'Environnement, Paraguay)
SIG	Système d'information sur les garanties
SNA	Appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015
SNSF	Système national de surveillance forestière
SSE	Standards sociaux et environnementaux
STWG	Groupe de travail pour le soutien technique et sous-technique
UE	Union européenne
UGP	Unité de gestion du Programme
UNDG	Groupe de développement des Nations Unies

Définitions

Allocation de fonds

Montant approuvé par le Comité de direction compétent en faveur d'un projet/programme donné.

Appui spécifique aux pays

L'une des trois catégories d'appui fournies dans le cadre de "l'appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015" (SNA), notamment sous forme d'appui ciblé.

Date de signature

Dernière signature apposée au document du Programme national.

Taux d'exécution

Un indicateur financier attestant le pourcentage de fonds déjà utilisés, calculé en comparant les dépenses déclarées par un organisme participant et le "montant net financé".

Contribution annoncée

Une contribution attendue ou déjà versée par un donateur en vertu d'un arrangement administratif standard (AAS) signé avec le Fonds d'affectation spéciale multipartenaire (bureau du FASM) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en sa qualité d'Agent administratif du Fonds.

Contribution déposée par un donateur

Dépôt de fonds en espèces perçu par le bureau du FASM pour le Fonds.

Contribution annoncée

Montant versé à titre de contribution volontaire par un donateur à un Fonds et qui n'a pas encore été confirmé par la signature d'un arrangement administratif standard avec le bureau du FASM du PNUD, en sa qualité d'Agent administratif du Fonds.

Décaissement

Montant acquitté à un prestataire ou à une entité en contrepartie de biens reçus, d'un travail réalisé et/ou de services rendus (à l'exclusion des engagements non réglés) par les organismes de l'ONU participants.

Coûts d'appui indirects

Coûts généraux qui ne peuvent être rattachés à aucun Programme ou activité des organismes participants. Pour les FASM de l'ONU, ces coûts s'élèvent à 7 pour cent, conformément aux règles de recouvrement des coûts du FASM convenues par le Groupe de développement des Nations Unies (UNDG).

Fonctions d'appui international

L'une des trois catégories de soutien au titre de "l'appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015" (SNA). Désigne les activités entreprises aussi bien dans les régions qu'au siège par le personnel du Programme ONU-REDD et visant à renforcer la connaissance des domaines liés à la REDD+, de permettre aux pays de contribuer à l'élaboration de consignes techniques, de promouvoir une meilleure expertise concernant la REDD+ et la mise en commun des expériences, notamment par la coopération Sud-Sud.

Montant net financé

Montant transféré à un organisme participant, déduction faite de tout remboursement effectué à cet organisme.

Organismes de l'ONU participants

Organismes des Nations Unies signataires d'un mémorandum d'accord avec le bureau du FASM.

Document du projet/programme

Plan de travail annuel ou document de programme/projet, etc., approuvé par le Conseil d'orientation à des fins d'allocation de fonds.

Dépenses du projet

Somme des dépenses déclarées par tous les organismes participants, quelle que soit la méthode comptable employée par chaque organisme.

Date de début du projet

Date du transfert du premier versement par le bureau du FASM à l'organisme participant.

Appui ciblé

Appui spécifique, axé sur la demande et fourni dans le cadre de l'un ou plusieurs des six domaines d'activité du Programme ONU-REDD ou résultats du SNA. L'appui ciblé comprend également l'adossement. Il s'inscrit dans la catégorie de l'appui spécifique aux pays du SNA.

Montant transféré

Fonds transférés par le bureau du FASM à un ou des organisme(s) de l'ONU participant(s), en vertu d'une allocation approuvée par le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD.

Table des matières

Synthèse.....	ix
1 Introduction.....	1
1.1 Stratégie et pays du Programme	1
1.2 Structure du Programme.....	2
1.3 Cycle des Programmes nationaux	3
1.4 Responsabilité et transparence.....	4
2 État général des finances.....	5
2.1 Contributions.....	5
2.2 Programmes approuvés	5
2.2.1 Programme national de la République du Congo	5
2.2.2 Programme national du Sri Lanka	6
2.3 Programmes ayant conclu leurs opérations.....	6
3 État d’avancement de la mise en œuvre	7
3.1 Programmes nationaux	7
3.1.1 Bilan d’ensemble	7
3.2 Appui aux Plans d’action REDD+ nationaux : Cadre du Programme global 2011-2015	20
3.2.1 Résultats d’ensemble	22
3.2.2 Catégories d’appui.....	32
3.2.3 État financier du SNA (dollars américains), novembre 2011-décembre 2012	32
4 Performance financière.....	33
4.1 Contributions des donateurs.....	34
4.2 Intérêts	35
4.3 Montants transférés et dépenses	36
4.4 Dépenses par catégorie	36
4.5 Projets ayant achevé leurs activités	38
5 Bilan d’ensemble des succès et obstacles du Programme	39
Addendum 1 – Informations complémentaires concernant le budget et les dépenses 2012 du SNA.....	42

Liste des tableaux

Tableau 1-1	Liste des 46 pays partenaires du Programme ONU-REDD au 31 décembre 2012	2
Tableau 3-1	État d'avancement des Programmes nationaux	8
Tableau 3-2	Synthèse des principaux accomplissements en 2012, par Programme national	12
Tableau 3-3	Synthèse des principaux accomplissements par résultat du SNA en 2012	23
Tableau 3-4	Budget de l'appui aux Plans d'action REDD+ nationaux – cadre du Programme global 2011-2015 (SNA), approuvé pour la période du 1 ^{er} novembre 2011 au 31 décembre 2012, et versements et dépenses au 31 décembre 2012 (dollars américains)	32
Tableau 4-1	Évolution des soldes auprès de l'Agent administratif pour la période s'achevant au 31 décembre 2012 (dollars américains)	34
Tableau 4-2	Total des versements des donateurs au Fonds du Programme ONU-REDD, cumul au 31 décembre 2012 (dollars américains)	35
Tableau 4-3	Contributions affectées versées au Fonds du Programme ONU-REDD, cumul au 31 décembre 2012 (dollars américains)	35
Tableau 4-4	Intérêts reçus par le Fonds au 31 décembre 2012 (dollars américains)	35
Tableau 4-5	Allocations, versements et dépenses des organismes de l'ONU participants (en dollars américains)	36
Tableau 4-6	Catégories de dépense antérieures (2006) et actuelles (2012)	37
Tableau 4-7	Dépenses au 31 décembre 2012, classées selon les catégories de l'UNDG (ancienne nomenclature) et du Conseil des chefs de secrétariat (nouvelle nomenclature)	37

Liste des figures

Figure 1-1	Cycle des Programmes nationaux.....	4
Figure 3-1	Exécution des Programmes nationaux au regard de leur durée	11
Figure 3-2	Dépenses par résultat au regard des dépenses de SNA*	31
Figure 3-3	Taux d'exécution de chaque résultat au regard de l'allocation budgétaire correspondante	31
Figure 4-1	Dépôts, versements et dépenses du Fonds du Programme ONU-REDD (2008-2012).....	33

Annexes

Annexe 1	Bolivie (État plurinational de)
Annexe 2	Cambodge
Annexe 3	République démocratique du Congo
Annexe 4	Équateur
Annexe 5	Indonésie
Annexe 6	Nigéria
Annexe 7	Panama
Annexe 8	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Annexe 9	Paraguay
Annexe 10	Philippines
Annexe 11	Îles Salomon
Annexe 12	République unie de Tanzanie
Annexe 13	Zambie
Annexe 14	Appui aux Plans d'action REDD+ nationaux : Cadre du Programme global 2011-2015

Synthèse

Le rapport annuel 2012 du Fonds du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a été élaboré par le secrétariat interinstitution ONU-REDD, en collaboration avec le Fonds d'affectation spéciale multipartenaire (bureau du FASM) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en sa qualité d'Agent administratif du Fonds du Programme ONU-REDD. Le présent rapport couvre la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2012, et présente des informations descriptives¹ et financières faisant état des résultats obtenus et des progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme dans le sens des cibles fixées et des cadres de suivi établis. Le Programme tire parti du pouvoir fédérateur et des compétences spécialisées des organismes de l'ONU participants : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Tout au long de 2012, le Programme a progressé et réalisé les principaux résultats escomptés en accompagnant les processus de préparation nationale à la REDD+. Cette aide est essentiellement dispensée sous forme d'un appui direct à la conception et à la mise en œuvre des Programmes nationaux, complété par un appui supplémentaire aux activités nationales de REDD+ au niveau national, régional et mondial, dit "appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015" (SNA). La REDD+ désigne la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.

Les contributions au Fonds du Programme ONU-REDD ont augmenté de 36 millions de dollars américains grâce à l'apport de 35 millions de dollars et de 621 000 \$US par les gouvernements de Norvège et d'Espagne en 2012.² Au 31 décembre 2012, le total des dépôts s'élevait à 154 millions de dollars. Le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD a approuvé une allocation de fonds de 24 millions pour les Programmes nationaux et le Cadre du Programme global SNA. Une allocation de 4 millions de dollars a été consentie à chacun des Programmes nationaux de la République du Congo et du Sri Lanka en mars, lors de la huitième réunion du Conseil d'orientation. Concernant le SNA, le Conseil d'orientation, lors de sa neuvième réunion (PB9), a approuvé le plan de travail et le budget correspondant de 47 millions de dollars pour l'exercice biennal 2013-2014, ainsi qu'une allocation de 16 millions de dollars du Fonds du Programme ONU-REDD pour les activités en 2013. Un total de 103 millions de dollars a été transféré/alloué à ce jour, tandis que le total de dépenses pour le Programme s'élevait à 65 millions de dollars au mois de décembre 2012.

Les principaux résultats enregistrés en 2012 sont résumés ci-dessous :

- À la fin du mois de décembre 2012, 16 pays avaient obtenu du Conseil d'orientation l'approbation de leurs Programmes nationaux. Parmi eux, deux pays, le Viet Nam et l'Indonésie, ont achevé la mise en œuvre de leurs activités et clos leurs Programmes nationaux au niveau opérationnel. Ces pays ont obtenu des résultats

¹ Le rapport consolidé tient compte des renseignements tirés des rapports descriptifs des programmes et des informations financières fournies par les organismes de l'ONU participants. Il ne s'agit ni d'évaluer le Fonds du Programme ONU-REDD ni d'apprécier la performance des organismes de l'ONU participants, tâche qui relève d'une évaluation indépendante du Fonds du Programme ONU-REDD.

² Outre les contributions au Fonds du Programme ONU-REDD, l'Espagne a versé directement à la FAO et au PNUE 3 millions de dollars affectés au SNA.

significatifs ; citons ainsi l'élaboration d'un système de partage des avantages au Viet Nam, l'expérimentation du consentement libre, informé et préalable (CLIP), l'achèvement des systèmes de mesure, notification et vérification (MRV), et le renforcement du cadre institutionnel et politique de la REDD+. Un autre pays, la République démocratique du Congo (RDC), a achevé la plupart de ses activités et s'emploie à mener à bien sa phase de préparation dans le respect des normes de qualité les plus exigeantes d'ici août 2013. L'Équateur, le Panama, les Philippines, la République unie de Tanzanie et la Zambie ont obtenu des résultats importants dans la période couverte par ce rapport, avec notamment la mise en place de plateformes nationales de REDD+ en Équateur et au Panama, et la réalisation de plusieurs études techniques dans chacun d'entre eux. Dans plusieurs pays, par exemple en Indonésie, les considérations d'égalité des sexes ont été prises en compte dans les travaux et l'approche des garanties. Des difficultés internes et externes persistent néanmoins dans certains Programmes nationaux, en particulier en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Bolivie (État plurinational de). Dans le cas de la Bolivie, le Conseil d'orientation a accepté que des mesures soient prises pour réviser le Programme national et l'adapter aux nouvelles priorités nationales. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, après la conclusion du processus électoral national et la constitution d'un nouveau cabinet, des dispositions sont prises pour normaliser la mise en œuvre du Programme national.

- Des avancées et des résultats ont été enregistrés au titre des huit Résultats du SNA, certains temps forts ayant marqué l'année :
 - Les demandes d'appui ciblé ont été approuvées pour 21 pays, en complément des Programmes nationaux et d'autres efforts nationaux de REDD+. Les pays ont sollicité un appui dans les six domaines d'activité, afin de bénéficier d'un soutien sur mesure et ainsi renforcer l'échange fructueux de connaissances et le processus d'apprentissage dans le cadre du SNA.
 - L'évaluation des besoins des pays (CNA) entreprise conjointement par le Programme ONU-REDD et le Fonds de Partenariat pour le carbone forestier (FCPF) s'est conclue et a mis en lumière les besoins réels des pays en vue d'achever leur phase de préparation. Les pays ont cité comme principales priorités la gouvernance, en particulier la préparation juridique, le régime foncier et les droits carbone, l'engagement des parties prenantes, les paiements en échange de résultats et la justification économique de la REDD+. Pour donner suite au constat de l'évaluation, le programme ONU-REDD et le FCPF ont tiré parti de leurs avantages comparatifs, des travaux en cours et des leçons à retenir afin de proposer des actions, lesquelles ont été intégrées au planning et à la programmation des initiatives. En ce qui concerne le Programme ONU-REDD, les conclusions ont été prises en compte dans l'examen budgétaire du SNA pour les 2^{ème} et 3^{ème} années.
 - Un cadre conceptuel a été élaboré pour l'appui du Programme ONU-REDD en matière d'approche des garanties au niveau des pays en développement, notamment les systèmes d'information systèmes d'information sur les garanties (SIG). Le cadre permet aux pays ONU-REDD d'identifier les outils et les documents d'orientation, ainsi que les éléments et les mesures utiles à envisager pour leurs approches nationales des garanties. Destiné à appuyer les pays dans l'élaboration de leurs approches nationales des garanties, le cadre du Programme ONU-REDD prend en compte les apports substantiels exprimés dans le cadre de la collaboration renforcée avec les REDD+ standards sociaux et environnementaux et l'équipe de gestion du fonds du FCPF. Le réexamen du budget du SNA pour ses 2^{ème} et 3^{ème} années a pris en compte l'élaboration de l'approche du Programme ONU-REDD en matière de garanties, et donné lieu à une révision complète du Résultat 5.
 - Le document "systèmes de suivi national des forêts : suivi et MRV dans le contexte des activités de la REDD+" a été conclu et présenté lors de la neuvième réunion du CO à Brazzaville.

- L'application de systèmes de gouvernance transparents, crédibles et intégrateurs a progressé grâce aux mesures concrètes prises par quatre pays (Équateur, Indonésie, Nigéria et Viet Nam) pour réaliser des évaluations participatives de la gouvernance (EPG) ; des évaluations des risques de corruption dans la REDD+ ont été lancées, les considérations relatives à l'égalité des sexes sont de plus en plus souvent prises en compte, et un réseau de praticiens sur l'EPG a été créé au cours d'un échange Sud-Sud.
- La coordination d'ensemble du Programme ONU-REDD a bénéficié des décisions managériales et opérationnelles prises afin d'améliorer l'exécution et d'axer davantage les activités du Programme sur le pays. À ce propos, un examen interne a été réalisé et une réponse a été rendue publique à la seconde moitié de 2012, envisageant plusieurs actions pour améliorer l'exécution et renforcer la coordination. Parmi elles, il convient de mentionner la révision du mandat du secrétariat et du groupe d'administration du Programme ONU-REDD, ainsi que la clarification du rôle du groupe de stratégie, dont les principales attributions sont désormais définies dans son propre mandat.
- Le Programme ONU-REDD s'est également attaché à élargir son appui aux pays dans le cadre d'autres modalités de financement et partenariats. En 2012, le cahier des charges du niveau 2 a été approuvé par le Conseil d'orientation. Cette modalité associée avec le Programme ONU-REDD les activités financées hors du Fonds du Programme ONU-REDD existant. Elle est destinée à permettre aux pays de bénéficier de l'expertise de l'équipe du Programme ONU-REDD, afin de garantir le respect des normes de qualité dans les activités financées par des sources autres que le Fonds du Programme ONU-REDD et de conférer davantage de souplesse aux dispositifs de financement. Deux pays ont déjà bénéficié de la modalité de niveau 2. Pour le Viet Nam, la Norvège a signé un accord de financement de 30 millions de dollars à l'appui de la phase 2 du Programme ONU-REDD, que le Conseil d'orientation a entériné à titre de niveau 2. La RDC a bénéficié de la modalité de niveau 2 du Programme ONU-REDD destinée à accélérer les efforts de préparation.

Fort des enseignements tirés de l'appui apporté depuis quatre ans aux efforts nationaux de REDD+ et en réponse aux demandes des pays, le Programme ONU-REDD s'est particulièrement attaché en 2012 à permettre aux pays de jouer un plus grand rôle dans la direction de l'exécution et à coordonner son action avec d'autres initiatives de REDD+ et de développement durable. La révision du cadre de suivi pour le SNA et le Programme ONU-REDD est en cours et permettra de mieux appréhender la contribution du Programme ONU-REDD à la préparation de la REDD+. Des résultats concrets ont déjà été obtenus par les pays, comme l'illustre le présent rapport, et la poursuite des travaux en 2013 permettra au Programme ONU-REDD de se doter d'un véritable cadre axé sur les résultats et de continuer d'accompagner les pays dans leur évolution vers une REDD+ axée sur les résultats.

Les rapports de 2012 sont disponibles sur le site Internet du Programme ONU-REDD³ ou le portail Internet du bureau du FASM,⁴ qui offre en temps réel les données du système comptable du bureau du FASM concernant les contributions des donateurs, les budgets des programmes et les versements des organismes de l'ONU participants.

³ Le site Internet du Programme ONU-REDD est accessible à www.un-redd.org.

⁴ Le portail Internet du bureau du FASM (en anglais) est accessible à <http://mptf.undp.org>.

Le présent rapport s'articule en cinq sections. La section 1 offre un bref aperçu de l'objet, de la structure et du processus d'approbation du Fonds du Programme ONU-REDD. La section 2 présente des informations sur le statut financier général du Fonds. La section 3 évoque la mise en œuvre des Programmes nationaux et de l'“appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015” (SNA). La section 4 revient en détail sur les résultats financiers, et la section 5 analyse les succès et les défis rencontrés dans l'ensemble par le Programme ONU-REDD en 2012.

1 Introduction

Le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD) a été lancé en septembre 2008 afin d'aider les pays en développement à renforcer leurs capacités afin de réduire les émissions et de participer à un futur mécanisme de REDD+. La REDD+ désigne la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.⁵ Le Programme s'appuie sur le pouvoir fédérateur et sur l'expertise des trois organismes de l'ONU participants : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Le gouvernement de la Norvège, donateur fondateur du Programme, a octroyé un financement de démarrage conséquent. Le gouvernement du Danemark a été le deuxième donateur en 2009, suivi des gouvernements de l'Espagne en 2010 et du Japon en 2011. L'Union européenne (UE) a rejoint le Programme fin 2012. Le gouvernement du Luxembourg a en outre annoncé en 2012 contribuer au Programme.

Le Programme ONU-REDD aide les gouvernements à préparer des stratégies nationales de REDD+, à mettre sur pied des systèmes de suivi, à mobiliser les parties prenantes et à évaluer les avantages multiples. Fort des enseignements et des retours d'information recueillis auprès des pays et des partenaires, le Programme a accru sa base de financement et le nombre de pays participants. Le Programme répond aux besoins des pays, et s'emploie à accompagner, dans les secteurs forestiers et les autres domaines ayant une incidence sur l'utilisation des terres dans les économies des pays en développement, les réformes nécessaires aux préparatifs en vue de la REDD+.

Le rapport annuel 2012 couvre une période comprise entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012. Le rapport est consolidé en tenant compte des renseignements tirés des rapports descriptifs et des informations financières fournies par les organismes de l'ONU participants.

1.1 Stratégie et pays du Programme

En 2012, le Programme ONU-REDD a été guidé par la stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD, avalisée par le Conseil d'orientation en novembre 2010. L'appui du Programme aux processus nationaux de REDD+ prend la forme de deux volets d'exécution : 1) un appui direct à la mise en œuvre des Programmes nationaux ONU-REDD ; et 2) un appui aux activités de REDD+ au niveau national, régional et mondial dans le cadre du Programme global.

Au 31 décembre 2012, le Programme comptait 46 pays partenaires (tableau 1–1), dont seize disposent de Programmes nationaux. Tous ces derniers, à l'exception du Sri Lanka, étaient passés en phase de démarrage et de mise en œuvre au mois de décembre 2012, et deux pays, le Viet Nam et l'Indonésie, ont clos leurs Programmes nationaux au niveau opérationnel.

Les résultats des Programmes nationaux figurent à la section 3 et aux annexes 1 à 13.

⁵ Décisions 1/CP.13; 2/CP.13 et 4/CP.15 de la CCNUCC

Tableau 1-1 Liste des 46 pays partenaires du Programme ONU-REDD⁶ au 31 décembre 2012

Afrique (17)	Asie-Pacifique (15)	Amérique latine et Caraïbes (14)
Bénin Cameroun République centrafricaine Congo* Côte d'Ivoire République démocratique du Congo* Éthiopie Gabon Ghana Kenya Maroc Nigéria* Sud Soudan Soudan Ouganda République unie de Tanzanie* Zambie*	Bangladesh Bhoutan Cambodge* Indonésie* République démocratique populaire lao Malaisie Mongolie Myanmar Népal Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée* Philippines* Îles Salomon* Sri Lanka* Viet Nam*	Argentine Bolivie (État plurinational de)* Chili Colombie Costa Rica Équateur* Guatemala Guyane Honduras Mexique Panama* Paraguay* Pérou Suriname

*Pays bénéficiant d'un appui pour leurs Programmes nationaux.

En 2012, le cadre du Programme global a été exécuté sous la forme d'un "appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015" (SNA), approuvé par le Conseil d'orientation en octobre 2011. Au titre du SNA, le Programme ONU-REDD aide les pays dans leurs efforts de REDD+ en élaborant des approches, analyses, méthodologies, outils, données et bonnes pratiques en commun. Le SNA offre également un appui spécifique aux pays sous forme d'adossement aux Programmes nationaux et en réponse aux demandes d'appui ciblé. Le SNA constitue en outre une infrastructure pour la gestion des connaissances et l'échange des expériences au sein du Programme ONU-REDD, ainsi que pour la promotion de la coopération Sud-Sud. Le SNA découle de la stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD et des enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme global 2009-2011.

1.2 Structure du Programme

Le Conseil d'orientation ONU-REDD assure la direction politique du Programme et approuve les allocations de fonds. Il est constitué de représentants de pays membres (trois représentants de chaque circonscription régionale : l'Afrique, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine-Caraïbes), des trois plus gros donateurs contribuant au Fonds d'affectation spéciale multipartenaire (FASM) ; de représentants d'organismes de la société civile (OSC) et des populations autochtones ; des trois organismes de l'ONU participants (FAO, PNUD et PNUE) et du bureau du FASM en tant que membre de droit (*ex officio*). Les pays de chacune des régions représentées qui ne sont pas actuellement membres peuvent participer en tant qu'observateurs. Les secrétariats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), de même que celui de la Banque mondiale (représentant le Fonds de Partenariat pour le carbone forestier [FCPF]), sont observateurs permanents.

Les **organismes de l'ONU participants** assument la responsabilité programmatique et financière totale de la mise en œuvre du Programme, selon leur champ d'expertise et leurs avantages comparatifs : la FAO sur des questions techniques liées à la foresterie, aux ressources naturelles et en soutenant tout particulièrement la mise en place de systèmes de suivi et mesure, notification et vérification (MRV) de la REDD+ ; le PNUD en

⁶ Les pays sont désignés tout au long du présent rapport sous leur nom abrégé selon la terminologie officielle des Nations Unies.

matière de coordination nationale, du fait de sa présence dans presque tous les pays, avec un accent particulier mis sur la gouvernance, les implications socio-économiques de la REDD+ et l'engagement des populations autochtones et de la société civile ; et enfin le PNUE, qui rassemble des experts et des décideurs dans le programme d'action en faveur de la REDD+, afin de faire mieux connaître les avantages multiples qu'offre la REDD+, renforcer les capacités et faciliter les conditions d'une transition vers une économie sobre en carbone en transformant le secteur forestier en procédant à des analyses, en élaborant des scénarios et en évaluant les solutions d'investissement.

Le **groupe d'administration** (ancien groupe de coordination) a pour fonction principale (comme l'a prévu le Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD) de veiller à l'engagement actif, participatif et bien coordonné des organismes de l'ONU participants en vue de réaliser les buts et objectifs du Programme. Il supervise également le secrétariat conformément aux directions et aux décisions stratégiques du Conseil d'orientation. Le groupe de stratégie (ancien groupe de direction stratégique) veille à l'implication des organismes de l'ONU participants au partenariat du Programme ONU-REDD en offrant des consignes stratégiques et en faisant connaître la contribution du Programme à l'initiative "Unis dans l'action".

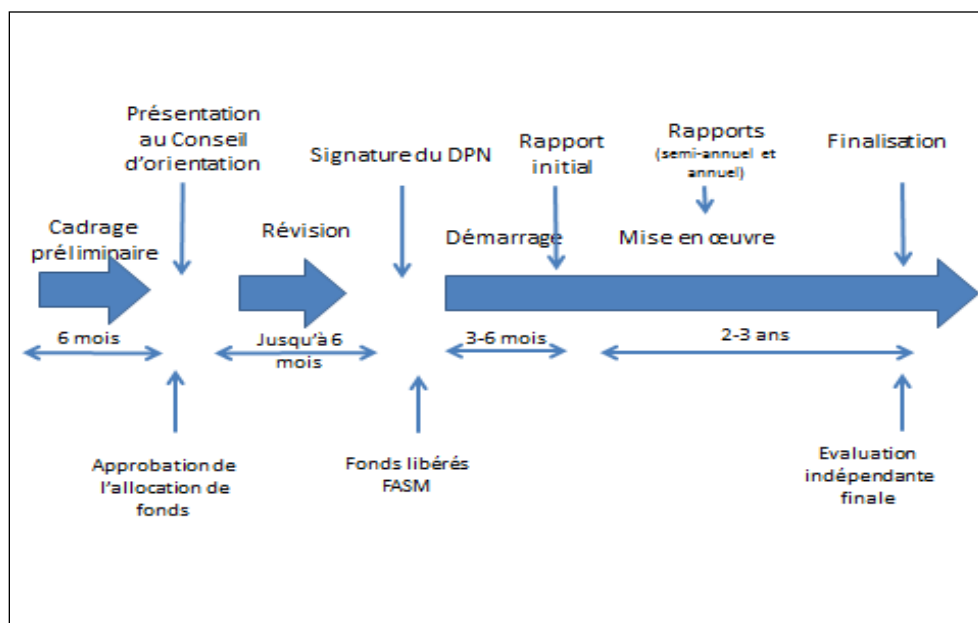
Le **secrétariat du Programme ONU-REDD**, établi à Genève (Suisse), est une unité interinstitution des trois organismes de l'ONU participants. Il assure, entre autres attributions, des services de secrétariat au Conseil d'orientation en organisant des réunions, produisant des rapports, et en surveillant l'application des décisions du Conseil d'orientation. Il constitue un point de contact central pour le Programme et fait la liaison avec les autres initiatives de REDD+. Le secrétariat assure la direction de la planification stratégique et de l'élaboration et la gestion des cadres de notification, suivi et évaluation pour le Programme ; il est également chargé de sensibiliser et promouvoir le Programme ONU-REDD, et de fournir les informations essentielles aux partenaires extérieurs. Le secrétariat facilite aussi la collaboration et la communication interinstitution afin de veiller à la mise en œuvre effective du Programme.

Le **bureau du FASM** intervient en tant qu'Agent administratif pour le Fonds du Programme ONU-REDD. Parmi ses responsabilités, citons : la réception, l'administration et la gestion des contributions des donateurs ; le décaissement des fonds aux organismes participants, sur instruction du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD ; et la consolidation des rapports annuels descriptifs et financiers produits par les organismes participants. Le bureau du FASM assure l'ensemble des fonctions d'Agent administratif, conformément au protocole, approuvé par le Groupe de développement des Nations Unies, sur les Agents administratifs pour le Fonds d'affectation spéciale multipartenaire.

1.3 Cycle des Programmes nationaux

L'invitation d'un pays, en vertu de critères de sélection approuvés par le Conseil d'orientation, à présenter un Programme national marque le début du cycle qui se compose de quatre étapes chronologiques : i) cadrage préliminaire et formulation du document du Programme national (DPN), soit la préparation d'une proposition de préparation à la REDD (R-PP), document harmonisé entre le Programme ONU-REDD et le FCPF ; ii) révision et finalisation du Programme national à la lumière des observations exprimées par les évaluateurs indépendants, le secrétariat et le Conseil d'orientation ; iii) le processus de démarrage, qui démarre avec la signature du DPN après la prise en compte de l'ensemble des observations et la libération des fonds par le bureau du FASM (3 à 5 jours ouvrables dès réception du DPN signé et du formulaire de transfert de fonds, signé par le secrétariat du Programme ONU-REDD) ; et iv) mise en œuvre complète du Programme, qui démarre après la réunion de lancement du Programme national. Le cycle du Programme national est représenté à la figure 1-1.

Figure 1-1 Cycle des Programmes nationaux



1.4 Responsabilité et transparence

Le bureau du FASM continue de fournir des informations sur son portail GATEWAY (<http://mptf.undp.org/factsheet/fund/CCF00>, en anglais), une plateforme de partage des connaissances où sont publiées des données financières en temps réel (dans un délai maximal de 2 heures) provenant du système comptable du bureau du FASM et faisant état des contributions des donateurs, des budgets du Programme et des versements aux organismes de l'ONU participants. Tous les documents concernant le Fonds du Programme ONU-REDD sont publiés sur le portail GATEWAY du bureau du FASM, qui permet d'accéder aisément à environ 10 000 rapports et documents pertinents liés à des fonds administrés par le bureau du FASM, assortis d'outils et de tableaux présentant les données financières et relatives aux programmes. En rendant plus accessible un nombre croissant de rapports d'étape et de documents connexes exportés par les utilisateurs dans ce domaine, cette plateforme facilite le partage et la gestion des connaissances entre les organismes de l'ONU. Elle est conçue pour offrir des services de gestion de fonds transparents et responsables au système des Nations Unies afin d'en renforcer la cohérence, l'efficacité et l'efficience. Le portail GATEWAY est reconnu par les pairs et les partenaires du bureau du FASM comme un modèle à suivre ; il sera actualisé en 2013 afin de favoriser une meilleure notification des résultats.

Les informations, rapports et documents financiers sont disponibles sur le portail GATEWAY du bureau du FASM. Le Programme publie sur son site Internet (<http://www.un-redd.org/>), tenu à jour par le secrétariat du Programme ONU-REDD, des informations actualisées concernant ses activités.

2 État général des finances

2.1 Contributions

En 2012, les dépôts effectués auprès du Fonds du Programme ONU-REDD ont augmenté de quelque 36 millions de dollars, 35 millions de dollars et 621 000 \$US provenant respectivement des gouvernements de Norvège et d'Espagne. Un accord de contribution de 10 millions d'euros a en outre été signé avec l'Union européenne, et une contribution de 2 millions d'euros annoncée par le gouvernement du Luxembourg. L'ensemble des contributions engagées et annoncées atteignait 167 millions de dollars fin 2012. En dehors des contributions faites au Fonds du Programme ONU-REDD, 3 millions de dollars ont été remis par l'Espagne directement à la FAO et au PNUE au titre du SNA.

2.2 Programmes approuvés

Le Conseil d'orientation s'est réuni deux fois en 2012. Lors de sa huitième rencontre à Asunción (Paraguay), il a approuvé une allocation de 4 millions de dollars pour le Programme national de la République du Congo (Congo) et une allocation de 4 millions de dollars au Programme national du Sri Lanka. Lors de sa neuvième réunion à Brazzaville (Congo), le Conseil d'orientation a approuvé un plan de travail de deux ans pour le SNA assorti d'une enveloppe de 47 millions de dollars pour l'exercice biennal 2013-2014, ainsi qu'une demande d'allocation de fonds pour la 2^e année (1^{er} janvier– 31 décembre 2013) de 16 millions de dollars.

Au 31 décembre 2012, l'allocation du Programme global/appui aux Plans d'action REDD+ nationaux et Programmes nationaux atteignait un total de 157 millions de dollars⁷, dont 103 millions ont été transférés aux Programmes dont les documents ont été finalisés.

Le Congo a reçu ses financements à la fin de la période considérée, et ses activités n'ont pas démarré avant 2013. Le Sri Lanka a obtenu en mars 2012 l'approbation par le Conseil d'orientation de sa demande d'allocation de fonds au titre de son Programme national, mais n'a reçu les fonds correspondants qu'en 2013, ce qui s'explique par des retards dans les activités de démarrage et par le dépôt par le Sri Lanka d'une demande de prorogation de la date limite fixée à la signature du document de projet. Les Programmes nationaux du Congo et du Sri Lanka sont décrit ci-dessous.

2.2.1 Programme national de la République du Congo

Le but du Programme national au Congo consiste à doter le pays des capacités nécessaires à l'organisation, l'échange, l'élaboration de stratégies, d'analyse et d'assistance technique susceptibles de contribuer au mécanisme de REDD+. Le Programme national s'articule en quatre volets opérationnels : la stratégie nationale de REDD, les réformes structurelles dans le secteur de l'aménagement des terres, le niveau de référence/niveau d'émissions de référence et le système de suivi et MRV, et une stratégie d'investissement (telle que celle fournie par l'approche commune FCPF/ONU-REDD, mais aussi le R-PP du pays). Il poursuit trois résultats :

- Le processus national de REDD+ est bien géré et pleinement participatif ;
- Le pays est prêt pour la mise en œuvre des réformes structurelles et investissements de la REDD+, dans le respect des garanties ;
- Un système complet d'information et de suivi pour la REDD+ existe et fonctionne.

⁷ Outre les fonds alloués par le Fonds du Programme ONU-REDD, 3 millions de dollars supplémentaires ont été fournis par le gouvernement de l'Espagne directement au PNUE et à la FAO au titre du SNA.

2.2.2 Programme national du Sri Lanka

L'objectif général du Programme national dans la mise en œuvre du R-PP consiste à contribuer à la création de mécanismes et processus centraux et au renforcement des capacités nécessaires à la mise en œuvre de la REDD+ avant la fin de l'exécution du R-PP. Cinq résultats souhaitables ont été identifiés :

- Obtention d'un consensus national sur le Programme REDD+ du Sri Lanka ;
- Dispositifs de gestion contribuant au processus national de REDD+ existant ;
- Sensibilisation accrue et mobilisation réelle des parties prenantes ;
- Stratégie nationale de REDD+ et cadre de mise en œuvre ;
- Obtention de résultats en termes de suivi et de MRV pour les activités de REDD+.

2.3 Programmes ayant conclu leurs opérations

En 2012, le Programme global (2009–2011) et les opérations des Programmes nationaux ONU-REDD du Viet Nam et de l'Indonésie ont pris fin. Une évaluation indépendante finale a été commandée pour le Programme national du Viet Nam, et une autre est prévue pour l'Indonésie en 2013.

3 État d'avancement de la mise en œuvre

3.1 Programmes nationaux

Au 31 décembre 2012, quinze pays avaient reçu des fonds, et leurs Programmes nationaux étaient entrés en phase de démarrage et de mise en œuvre. Il s'agit de la Bolivie (État plurinational de), du Cambodge, du Congo, de la République démocratique du Congo (RDC), de l'Équateur, de l'Indonésie, du Nigéria, du Panama, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Paraguay, des Philippines, des Îles Salomon, de la République unie de Tanzanie, du Viet Nam et de la Zambie. Des informations étayant en détail l'état d'avancement et les résultats obtenus sont disponibles dans les rapports annuels complets de Programme national⁸ pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, en annexe du présent rapport : Bolivie (État plurinational de, annexe 1), Cambodge (annexe 2), RDC (annexe 3), Équateur (annexe 4), Indonésie (annexe 5), Nigéria (annexe 6), Panama (annexe 7), Papouasie-Nouvelle-Guinée (annexe 8), Paraguay (annexe 9), Philippines (annexe 10), Îles Salomon (annexe 11), République unie de Tanzanie (annexe 12) et Zambie (annexe 13). Les activités au titre du Programme national du Viet Nam ont pris fin le 30 juin 2012, le rapport final ayant été transmis en octobre 2012. Trois pays ayant prévu de mettre fin à leurs activités au titre de leurs Programmes nationaux au premier semestre 2012 ont bénéficié de reports sans frais : l'Indonésie jusqu'en octobre 2012, la République unie de Tanzanie jusqu'en juin 2013 et la RDC jusqu'en août 2013.

3.1.1 Bilan d'ensemble

Cette section présente une synthèse des principaux accomplissements des Programmes nationaux au cours de la période examinée. Des informations complémentaires sont disponibles aux annexes 1 à 13. Au cours de la période examinée (1^{er} janvier–31 décembre 2012), des progrès importants ont été communiqués par les Programmes nationaux, tandis qu'un pays (le Viet Nam) préparait la clôture définitive de son Programme national (l'évaluation externe a été commandée, mais le rapport final n'a été communiqué qu'en 2013), et que deux pays (l'Indonésie et la RDC) entamaient les dernières étapes de la mise en œuvre. En ce qui concerne l'exécution des Programmes nationaux (voir la figure 3-1, qui présente les dépenses au regard de la durée des Programmes), certains pays où le décaissement des fonds a été retardé par rapport au calendrier du Programme national sont parvenus à améliorer leur taux d'exécution ou ont sollicité un report sans frais afin de pouvoir assortir leurs plans de travail d'un calendrier plus réaliste. Néanmoins, certains pays n'ont pas progressé dans la mise en œuvre alors que la date de clôture approche ; c'est notamment le cas de la Bolivie (État plurinational de), des Îles Salomon et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Pour la Bolivie (État plurinational de), le Conseil d'orientation a convenu lors de sa neuvième réunion que le pays pourrait élaborer un plan de travail et un budget révisés faisant état des activités contribuant au mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation dont s'est doté le pays, et le soumettre à l'examen du Conseil d'orientation entre deux réunions. Les Îles Salomon ont présenté une demande de report sans frais jusqu'en mars 2014. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, après la conclusion du processus électoral national et la constitution d'un nouveau cabinet, des dispositions sont prises pour normaliser la mise en œuvre du Programme national. Le tableau 3-1 revient sur les principales étapes et les données importantes de chaque Programme national, le tableau 3-2 met en lumière les principaux accomplissements dans chaque pays, et les cadres de suivi complets figurent aux annexes 1 à 13.

⁸ Les dépenses indiquées dans les rapports annexés proviennent des données préliminaires obtenues avant la clôture des comptes en 2012. De ce fait, des disparités existent entre les dépenses finales déclarées dans le rapport consolidé et les annexes, qui s'expliquent essentiellement par un décalage dans le temps.

Tableau 3-1 État d'avancement des Programmes nationaux

Programme national	Date d'approbation par le Conseil d'orientation	Date du transfert de fonds (du FASM aux organismes)	Date de fin du Programme	Membre du FCPF	Organisme chef de file	Exécution financière (\$US) 31 décembre 2012				
						Organisme de l'ONU	Budget approuvé	Fonds transférés	Dépenses cumulées ⁹	Taux de fonds transférés (%)
Bolivie (État plurinational de)	18.03.2010	03.12.2010	02.12.2013	X	PNUD	FAO	1 819 000	515 205	42 094	8
						PNUD	2 889 000	700 850	59 500	8
						Total¹⁰	4 708 000	1 216 055	101 595	8
Cambodge	05.11.2010	11.08.2011	31.12.2014	X	PNUD	FAO	1 300 050	1 300 050	111 636	8
						PNUD	1 551 500	1 551 500	373 944	24
						PNUE	149 800	149 800	19 628	13
						Total	3 001 350	3 001 350	505 207	16
Congo	25.10.2012	23.11.2012	30.10.2015	X		FAO	1 368 262	1 368 262	0	0
						PNUD	1 813 188	1 813 188	0	0
						PNUE	818 550	818 550	0	0
						Total	4 000 000	4 000 000	0	0
République démocratique du Congo	Initial : 10.03.2009 Complet : 18.03.2010	23.06.2009	31.12.2013	X	PNUD	FAO	2 926 450	2 926 450	1 650 279	56
						PNUD	3 110 690	3 110 690	3 101 125	99
						PNUE	1 346 060	1 346 060	1 178 921	95
						Total	7 383 200	7 383 200	5 930 325	80
Équateur	22.03.2011	04.11.2011	31.12.2013	X	FAO	FAO	1 694 575	1 694 575	293 468	17
						PNUD	1 457 021	1 457 021	146 424	10
						PNUE	848 404	848 404	341 034	40
						Total	4 000 000	4 000 000	780 926	19

⁹ Somme des dépenses déclarées par tous les organismes participants, quelle que soit la méthode comptable employée par chaque organisme.

¹⁰ Les chiffres ayant été arrondis, les totaux peuvent différer.

Programme national	Date d'approbation par le Conseil d'orientation	Date du transfert de fonds (du FASM aux organismes)	Date de fin du Programme	Membre du FCPF	Organisme chef de file	Exécution financière (\$US) 31 décembre 2012				
						Organisme de l'ONU	Budget approuvé	Fonds transférés	Dépenses cumulées ⁹	Taux de fonds transférés (%)
Indonésie	10.03.2009	22.01.2010	31.10.2012	X	PNUD	FAO	1 498 000	1 498 000	1 407 878	93
						PNUD	2 996 000	2 996 000	2 931 787	97
						PNUE	1 150 250	1 150 250	1 072 285	93
						Total	5 644 250	5 644 250	5 411 951	95
Nigéria	14.10.2013	05.09.2012	28.02.2015	X	PNUD	FAO	1 130 990	1 130 990	0	0
						PNUD	2 400 350	2 400 350	45 369	1
						PNUE	468 660	468 660	0	0
						Total	4 000 000	4 000 000	45 369	1
Panama	30.10.2009	19.11.2010	31.01.2014	X	PNUE	FAO	2 189 000	1 679 900	645 631	38
						PNUD	2 067 350	906 290	442 082	48
						PNUE	1 043 650	833 530	785 555	94
						Total	5 300 000	3 419 720	1 873 268	54
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Initial : 10.03.2009 Complet : 05.11.2010	24.06.2011	31.12.2013	X	FAO	FAO	4 520 750	1 666 889	131 312	7
						PNUD	1 707 634	817 501	195 511	23
						PNUE	160 500	107 000	0	0
						Total	6 388 884	2 591 390	326 882	12
Paraguay	05.11.2010	10.08.2011	31.07.2014	X	PNUD	FAO	2 190 000	2 190 000	140 150	6
						PNUD	1 490 001	1 490 001	132 756	8
						PNUE	1 040 000	1 040 000	275 012	26
						Total	4 720 001	4 720 001	547 918	11
Philippines	05.11.2010	08.08.2011	30.04.2013		FAO	FAO	315 650	315 650	139 872	44
						PNUD	162 950	162 950	102 071	62
						PNUE	21 400	21 400	-	0
						Total	500 000	500 000	241 943	48
Îles Salomon	05.11.2010	06.06.2011	31.03.2014		PNUD	PNUD	550 000	550 000	121 502	22
						Total	550 000	550 000	121 502	22

Programme national	Date d'approbation par le Conseil d'orientation	Date du transfert de fonds (du FASM aux organismes)	Date de fin du Programme	Membre du FCPF	Organisme chef de file	Exécution financière (\$US) 31 décembre 2012				
						Organisme de l'ONU	Budget approuvé	Fonds transférés	Dépenses cumulées ⁹	Taux de fonds transférés (%)
Sri Lanka	25.10.2012	Fonds transférés en 2013	30.01.2016	X	FAO					
République unie de Tanzanie	10.03.2009	27.01.2010	30.06.2013	X	PNUD	FAO	1 498 000	1 498 000	493 422	32
						PNUD	2 568 000	2 568 000	1 905 126	74
						PNUE	214 000	214 000	193 841	90
						Total	4 280 000	4 280 000	2 592 388	60
Viet Nam	10.03.2009	06.10.2009	30.06.2012	X	PNUD	FAO	1 690 814	1 690 814	1 622 552	95
						PNUD	2 501 128	2 501 128	2 435 952	97
						PNUE	192 814	192 814	189 183	98
						Total	4 384 756	4 384 756	4 247 686	96
Zambie	18.03.2010	28.10.2010	31.08.2013	X	PNUD	FAO	2 180 000	1 988 247	1 211 485	60
						PNUD	1 995 000	1 353 269	668 689	49
						PNUE	315 000	120 005	39 055	32
						Total	4 490 000	3 461 521	1 919 229	55

Figure 3-1 Exécution des Programmes nationaux au regard de leur durée

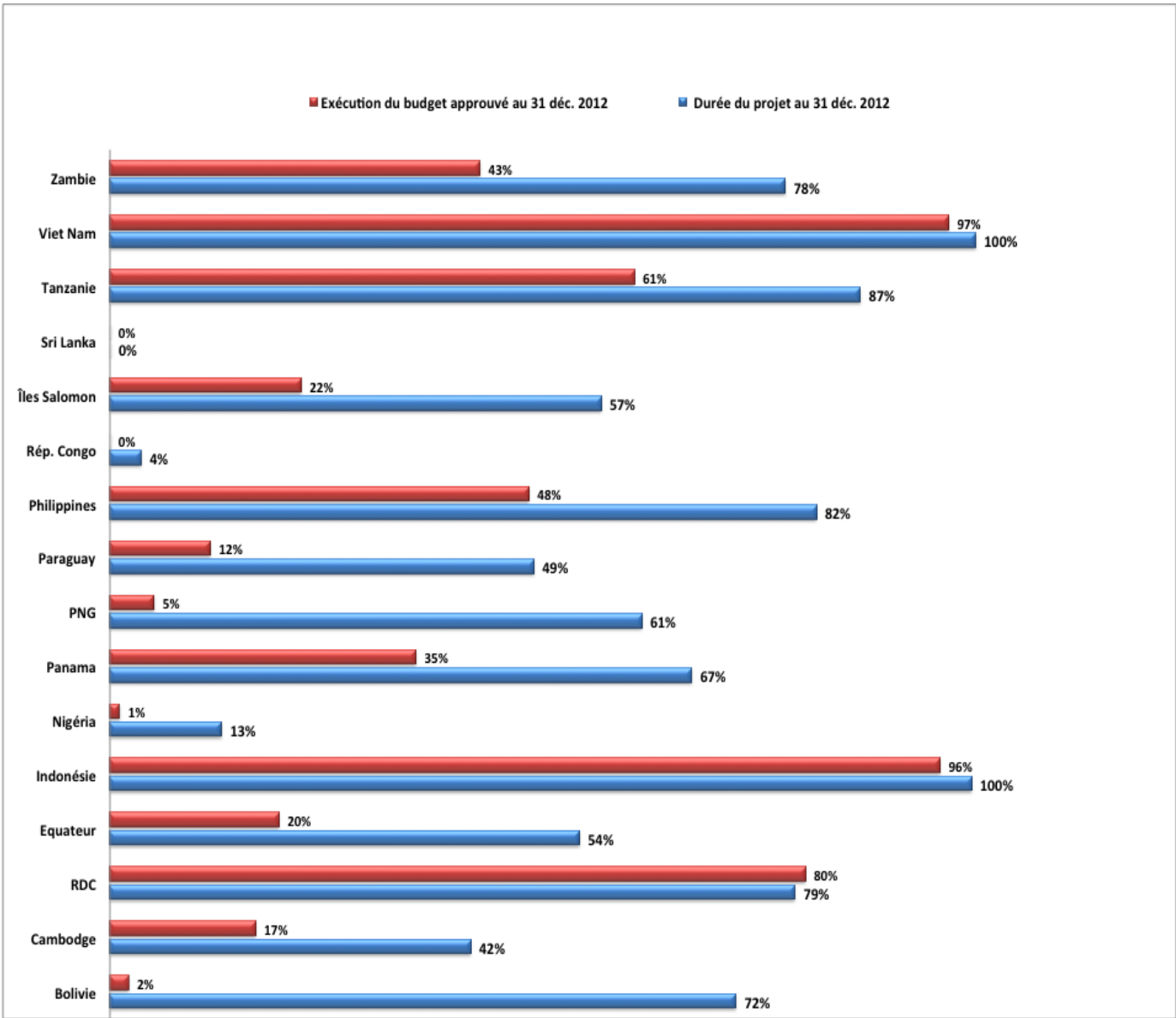


Tableau 3-2 Synthèse des principaux accomplissements en 2012, par Programme national

Principaux accomplissements en 2012
Bolivie (État plurinational de)
<ul style="list-style-type: none"> • La marche à suivre pour la révision du Programme national a été convenue lors de la neuvième réunion du Conseil d'orientation.¹¹
Cambodge
<ul style="list-style-type: none"> • L'administration des Forêts a officiellement demandé au ministère de mettre sur pied une équipe spéciale pour la REDD+ avant novembre 2012. • Le conseil exécutif du projet (PEB) a élaboré et approuvé le plan de travail annuel en juin 2012. • Les mécanismes pour la participation de la société civile et des populations autochtones au PEB ont été élaborés, et des représentants ont été élus entre février et octobre 2012. • Le site Internet ONU-REDD du Cambodge a été créé. • Une base de données/inventaire des équations allométriques existantes a été créée afin d'estimer les stocks de biomasse et de carbone liés à la mesure des arbres.
Congo
<ul style="list-style-type: none"> • Le document du Programme national a été signé en octobre 2012. • Le pays a accueilli avec succès les réunions internationales du Programme ONU-REDD et du FCPF en octobre 2012. • Le lancement des activités étant prévu pour 2013, aucun événement n'est à signaler pour la période concernée.

¹¹ Le Conseil d'orientation a convenu lors de sa neuvième réunion que la Bolivie (État plurinational de) pourrait élaborer un plan de travail et un budget révisés pour son Programme national, en sélectionnant les activités contribuant au mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation dont s'est doté le pays, et le soumettre à l'examen du Conseil d'orientation entre deux réunions.

République démocratique du Congo

- Un registre de la REDD+ a été officiellement créé par décret ministériel en avril 2012, ainsi qu'une série de procédures pour la ratification des projets et activités de REDD+ dans l'ensemble du pays.
- Une évaluation des facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts a été finalisée et adoptée par les parties clés en août 2012.
- Un examen à mi-parcours des processus nationaux de REDD+ a été effectué, fondé sur une évaluation indépendante et sur une mission conjointe ONU-REDD / Fonds de Partenariat pour le carbone forestier (FCPF) ; la transition vers la phase d'investissement pour la REDD+ a été proposée et acceptée en août 2012.
- La stratégie-cadre nationale de REDD+ a été finalisée et adoptée par le Conseil des ministres du gouvernement de République démocratique du Congo (RDC) en novembre 2012.
- Le fonds national pour la REDD+ (sous l'égide du bureau du FASM du PNUD) a été créé et signé en novembre 2012.
- Une délégation de haut niveau de RDC (cabinet du Premier Ministre, ministère des Finances et ministère de l'Environnement) a participé au sommet de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Doha (décembre 2012) et présenté l'état de la REDD+ et l'ambition affichée par le pays de passer à la phase d'investissement de la REDD+.
- Le système national de surveillance forestière est devenu opérationnel, des techniciens étant chargés à plein temps de la gestion de la base de données et du portail Internet.
- Des activités de renforcement des activités pour l'inventaire forestier national (IFN) et des systèmes de télédétection et d'information géographique (SIG) ont été menées avec des techniciens du ministère de l'Environnement, de la Conservation de la nature et du Tourisme (MECNT).
- La méthodologie de surveillance forestière satellitaire, employant le logiciel TerraAmazon en collaboration avec le FUNCATE/INPE, a été élaborée et validée par le MECNT.
- La démonstration vidéo du système national de surveillance forestière (SNSF) a été lancée en anglais.

Équateur

- Dans l'inventaire forestier national, 60 pour cent de lots ont été échantillonnés dans 9 types de forêts, des données préliminaires étant déjà disponibles pour 4 types de forêts en décembre 2012.
- L'équipe technique des ministères a été dotée de capacités en matière d'analyse du déboisement et de la dégradation, conformément aux normes du pays et de la CCNUCC.
- Des accords de coopération ont été conclus avec d'autres initiatives (Renforcement des capacités pour la REDD, Renforcement des capacités sur les faibles émissions [RCFE] et Atténuation du Changement Climatique dans l'Agriculture [MICCA]) afin de mettre en place des inventaires nationaux des gaz à effet de serre pour les secteurs agricoles, forestiers et de l'utilisation des terres.
- Un mécanisme a été élaboré pour l'enregistrement et la systématisation des processus participatifs autour de la REDD+.
- Le cadre légal a été révisé, et une ébauche d'accord interministériel pour la mise en œuvre de la REDD+ en Équateur rédigé en décembre 2012.
- Des orientations générales et des propositions ont été réalisées avant décembre 2012 pour un système d'enregistrement de la REDD+, conformément aux normes internationales.
- Un accord a été conclu pour que le Programme ONU-REDD mène l'harmonisation des garanties sociales et environnementales de la REDD+, en promouvant notamment un système d'information sur les garanties pour la REDD+ (SIG), une évaluation participative de la gouvernance (EPG), les avantages multiples, l'égalité des sexes et le consentement libre, informé et préalable (CLIP).

Indonésie

- Les activités du Programme national sont arrivées à leur terme en octobre 2012.
- Le rapport final figure en annexe. Parmi ses principales réussites, citons :
 - Cinq mesures stratégiques : i) une version préliminaire de la stratégie nationale de REDD+ et de la stratégie de mise en œuvre de la REDD+ dans les provinces ; ii) les principes du CLIP dans la stratégie et la politique nationales de REDD+, les décrets du gouverneur de Sulawesi central sur les exigences en matière de CLIP applicables à tous les projets de REDD+, les principes d'égalité des sexes dans la REDD+ à l'échelon national ; iii) création d'organes multipartites en Sulawesi central ; iv) élaboration d'une feuille de route sur la mesure, notification et vérification (MRV), et le système de partage des avantages ; v) recommandation sur l'information, le suivi et la MRV pour la REDD ; et vi) une recommandation politique sur la révision de l'inventaire forestier national.
 - Les leçons tirées de la mise en œuvre des activités du Programme ONU-REDD ont été compilées et diffusées.
 - Les décideurs de haut niveau au sein du ministère des Forêts et les membres de son groupe de travail sur les changements climatiques se coordonnent sur les résultats de la conférence de Cancún.
 - La stratégie de communication et le site Internet sont créés et actualisés.
 - Une étude sur la problématique hommes-femmes et la REDD+ a été réalisée, et ses conclusions ont été reprises par l'équipe spéciale sur la REDD+ pour élaborer les composantes de ses garanties sociales intéressant l'égalité des sexes.
 - Les capacités de MRV et de suivi aux niveaux national et provincial sont renforcées (pour l'inventaire forestier national et pour le système de gestion des données).
 - Création d'un niveau d'émissions de référence (NER) au niveau provincial.
 - Achèvement des documents du système de partage des avantages aux niveaux national et provincial.
 - Enrichissement des connaissances sur les avantages multiples de la REDD+.
 - Plans de mise en œuvre de la REDD entérinés par les parties prenantes dans les districts.

Nigéria

- Le document du Programme national a été signé en août 2012.
- L'atelier de démarrage s'est tenu en octobre 2012, rassemblant environ 30 participants de diverses institutions gouvernementales (au niveau fédéral et des États) et des représentants de la société civile.
- La commission forestière de l'État du Cross River a été formée aux méthodologies et aux approches applicables à la mise en œuvre du Programme national ONU-REDD.
- Les directives du Programme ONU-REDD sur l'engagement des parties prenantes dans l'État du Cross River ont été diffusées.
- L'équipe de base chargée de l'évaluation participative de la gouvernance pour la REDD+ (EPG/REDD+) a adopté la démarche méthodologique et réalisé des études de terrain.

Panama¹²

- La plateforme nationale de REDD+ a été lancée au second semestre 2012 afin d'élaborer la stratégie nationale de REDD, notamment à l'occasion de réunions régionales et thématiques.
- Les plans de communication et d'information ont été achevés ; à cette occasion, des ateliers ont eu lieu au niveau provincial.
- La première mosaïque d'images satellite pour l'ensemble du pays a été réalisée, ainsi qu'une carte du couvert forestier pour le bassin du canal de Panama.
- Un projet pilote d'échantillonnage pour l'inventaire des forêts naturelles et du carbone (IFNC) a été conçu.
- Les institutions nationales et les parties prenantes ont été dotées de capacités pour cartographier le couvert forestier et l'utilisation des terres, et pour recueillir des données pour l'IFNC.
- Les données destinées au calibrage des modèles de déboisement et des coûts d'opportunité de la REDD+ ont été collectées, et un scénario a été élaboré fondé sur l'hypothèse d'un statu quo.
- Un accord de coopération pour la conception d'un projet pilote de REDD+ dans la région du canal de Panama a été signé entre l'Autorité nationale pour l'environnement (ANAM), l'Autorité du canal de Panama (ACP) et la Société allemande pour la coopération internationale (GIZ).

Papouasie-Nouvelle-Guinée

- Le "réseau" technique (REDD+/MRV/adaptation) a été mis sur pied.
- Les première et deuxième réunions du conseil exécutif du projet ont eu lieu.
- La mise à l'essai des directives nationales en matière de CLIP a commencé dans deux sites de démonstration.
- Les lacunes de l'inventaire forestier national ont été analysées, et les conclusions approuvées par la FAO.
- Des activités de renforcement des capacités sur la REDD+ ont eu lieu.

¹² En juin 2012, la Coordination nationale des peuples autochtones du Panama (COONAPIP) a adressé une lettre exprimant une série de doléances au Coordonnateur résident de l'ONU au Panama et au chef de l'ANAM, relatant une série d'événements survenus durant la conception et la mise en œuvre du Programme national ONU-REDD. Des informations à ce sujet sont disponibles à la page pays du site Internet du Programme ONU-REDD.

Paraguay

- Le pays a accueilli avec succès les réunions internationales du Programme ONU-REDD et du FCPF en mars 2012.
- Un document sur la création d'un comité national sur la REDD+ a été achevé et approuvé en novembre 2012.
- Plusieurs ateliers techniques et de formation ont renforcé les capacités de plus de 20 instituts nationaux des forêts (INFONA) et d'autres parties prenantes nationales pour les SIG et le suivi du déboisement.
- Sous la houlette du secrétariat à l'Environnement (SEAM), des activités de renforcement des capacités pour les parties prenantes locales (gouvernements locaux, municipalités et autres) ont été menées en décembre 2012, et ont permis de dégager des informations sur les changements climatiques, la REDD+ et le Programme ONU-REDD.
- Des activités de renforcement des capacités pour la gestion des images satellite ont eu lieu de juin à décembre 2012.
- Sous la direction de la Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones (FAPI), plusieurs activités de renforcement des capacités ont eu lieu entre août et décembre 2012, notamment des séances d'information dans six communautés autochtones, rassemblant environ 300 participants.
- Les résolutions 503/12 et 511/12 ont été élaborées par le SEAM, notamment l'injonction à conserver au moins 25 pour cent des aires boisées et la procédure appropriée pour destiner certaines zones à la fourniture de services environnementaux.

Philippines

- Des consultations ont été menées sur le rôle et la structure des comités multipartites national et provinciaux sur la REDD+ (NMRC/PMRC).
- Une évaluation des compétences et un programme national de renforcement des capacités ont été réalisés.
- Cinq présentations itinérantes sur la REDD+ ont été organisées, démarche réitérée par le bureau de gestion forestière (FMB) avec ses propres moyens.
- Un cadre des garanties ainsi que des orientations ont été préparés, en vue d'être testés sur le terrain puis entérinés par le NMRC.
- Deux colloques nationaux ont eu lieu sur la méthodologie de stratification forestière et d'inventaire forestier national.
- Les membres du groupe de travail technique multipartite sur la MRV ont été sensibilisés et formés sur le terrain aux techniques de surveillance pour le carbone forestier et la biodiversité.

Îles Salomon

- Une équipe spéciale nationale sur la REDD+ a été créée par décision du cabinet en novembre 2012 à la suite de consultations multisectorielles et multipartites.
- Une analyse sectorielle des principaux facteurs du déboisement et de la dégradation des forêts a été réalisée par secteur.
- Les parties prenantes ont été identifiées et deux ateliers de consultation se sont tenus en novembre dans les provinces.
- Une formation au suivi et à la MRV a été offerte à 30 parties prenantes, et les capacités ont été évaluées.

République unie de Tanzanie

- Des actions de renforcement des capacités et des consultations ont eu lieu sur les standards sociaux et environnementaux pour la REDD+.
- Une évaluation des besoins en capacité pour la REDD+ a été menée.
- Une étude intitulée “Estimer les éléments de coût pour la REDD+ en Tanzanie” a été réalisée et publiée dans une revue scientifique.
- Une évaluation à mi-parcours a été menée, et ses recommandations sont en cours de mise en œuvre.
- Une formation sur la MRV et les équations allométriques a été dispensée auprès du ministère des Ressources naturelles, de l’Environnement et du Tourisme (MNRT).
- Une étude a été menée pour identifier les changements forestiers afin d’étayer la dégradation des forêts.
- Une variété de supports de sensibilisation a été créée, notamment des messages radiophoniques, des articles de fond et des mesures politiques.
- Le MNRT s’est doté d’une stratégie de communication pour la REDD+.

Viet Nam
<ul style="list-style-type: none"> • Ayant grandement contribué au secteur forestier du pays en termes de politique et dans la pratique, et jeté les bases de la REDD+ au Viet Nam, les opérations du Programme national ont pris fin en juin 2012. Parmi ses principaux acquis, citons ainsi : <ul style="list-style-type: none"> – L’approbation d’un programme d’action national REDD+. – La création d’un cadre initial en vue d’un système national de mesure, notification et vérification (MRV) des réductions des gaz à effet de serre et des absorptions renforcées grâce à la REDD+. – Une étude sur le système de partage des avantages. – Une étude pilote pour la mise en place de coefficients R (outil visant à promouvoir la capture des avantages multiples). – L’expérimentation des principes du consentement libre, informé et préalable (CLIP) dans le contexte de la REDD+ au niveau provincial, et l’analyse des enseignements qui en ont été tirées. – L’établissement d’organes multipartites, notamment le Réseau pour la REDD+ et six groupes de travail pour le soutien technique et sous-technique (STWG), contribuant aux processus de recherche, de développement et de décision dans la préparation à la REDD+. • Le bilan de la phase 1 du Programme ONU-REDD au Viet Nam a été présenté lors de la neuvième réunion du Conseil d’orientation. • Un document sur les enseignements qu’il convient de tirer de la phase 1 du Programme ONU-REDD Viet Nam a été publié. • L’évaluation indépendante finale a débuté en octobre 2012.
Zambie
<ul style="list-style-type: none"> • Un comité directeur et un comité technique multisectoriels ont été créés, qui réunissent, entre autres ministères concernés, les ministères des Finance, de la Justice, de l’Agriculture et de l’Énergie. • Un comité directeur conjoint a été créé pour renforcer l’approche collaborative entre le projet d’évaluation de l’utilisation intégrée des terres (ILUA -II) et l’ONU-REDD. • Une unité multisectorielle sur les changements climatiques a été créée par le gouvernement. • Des activités de renforcement des capacités sur la REDD+ ont été effectuées aux niveaux national et provincial.

3.2 Appui aux Plans d’action REDD+ nationaux : Cadre du Programme global 2011-2015

Le Programme ONU-REDD s’emploie à contribuer à la préparation de la REDD+ aux niveaux national, régional et mondial. L’“appui aux Plans d’action REDD+ nationaux : Cadre du Programme global 2011-2015” (SNA) du Programme ONU-REDD a pour objet d’appuyer les pays dans leurs efforts de REDD+ par l’élaboration d’approches, analyses, méthodologies, outils et données en commun et l’échange de bonnes pratiques. Le SNA procure aussi une infrastructure pour la gestion des connaissances et l’échange des expériences du Programme ONU-REDD, ainsi que pour la promotion de la coopération Sud-Sud. Le SNA découle de la stratégie 2011-2015 du Programme ONU-REDD et des enseignements tirés de la mise en œuvre du Programme global 2009-2011.

Les décisions prises par le Conseil d’orientation ONU-REDD afin de soutenir la mise en œuvre du SNA sont décrites dans l’annexe 14. Au mois de décembre 2012, le Conseil avait notamment i) avalisé le document du programme “appui aux Plans d’action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015” et approuvé

l'allocation générale de fonds pour deux ans (31 juillet 2011-30 juin 2013) en août 2011 ; ii) entériné le budget de la première année (31 juillet 2011-30 juillet 2012) en octobre 2011 ; iii) accepté de faire coïncider le cycle budgétaire avec le cycle annuel de présentation de rapports et l'année calendaire ; iv) approuvé le report sans frais du budget de la 1^{ère} année au 31 décembre 2012 (deux mois) ; et v) approuvé le plan de travail et le budget des 2^{ème} et 3^{ème} années (2013–2014) ainsi que la demande d'allocation de fonds pour la 2^{ème} année, en octobre 2012.

Les huit résultats escomptés énumérés dans le document de l'“appui aux Plans d'action REDD+ nationaux : Cadre du Programme global 2011-2015” sont les suivants :

1. Les pays REDD+ disposent des systèmes et des capacités nécessaires à l'élaboration et la mise en œuvre de la mesure, notification et vérification (MRV) et du suivi ;
2. Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+ ;
3. Les systèmes nationaux de gestion du financement de la REDD+, régis par des principes de transparence, d'équité, de fiabilité et de responsabilité, sont renforcés ;
4. Les populations autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile et les autres parties prenantes participent pleinement aux prises de décisions, à l'élaboration de la stratégie et à la mise en œuvre de la REDD+, aux niveaux national et international ;
5. Les avantages multiples des forêts sont concrétisés et préservés dans les stratégies et mesures de REDD+ ;
6. Les stratégies de REDD+, et les investissements qui s'y rapportent, jouent un rôle catalyseur dans la transition vers l'économie verte ;
7. Les connaissances que recèle le Programme ONU-REDD sont approfondies, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de la REDD+ à tous les niveaux ;
8. Le secrétariat du Programme ONU-REDD fournit, avec efficacité et dans les meilleurs délais, des services aux pays partenaires du Programme ONU-REDD, au Conseil d'orientation et aux organismes des Nations Unies.

La strate de résultats escomptés se subdivise en 34 réalisations, détaillées dans le cadre de suivi¹³, dans le tableau 1 de l'annexe 14. Les acquis du SNA en 2012 sont indiqués au regard de ces réalisations.

Le SNA correspond à trois catégories d'appui : i) les fonctions d'appui international (FAI) ; ii) l'appui spécifique aux pays (appui ciblé dans lequel s'inscrit, entre autres, l'adossement) ; et iii) le secrétariat. L'appui dispensé aux pays dans le cadre de ces trois grandes catégories est décrit plus en détail à la section 3 de l'annexe 14.

¹³ Annexe 2 de l'“appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015”. Le cadre de suivi pour 2013-2014 est en cours de réalisation.

3.2.1 Résultats d'ensemble

De nombreux résultats ont été obtenus et plusieurs étapes importantes franchies au cours de la première année de mise en œuvre du SNA (voir le tableau 3-3 ainsi que l'annexe 14, qui présente des informations plus détaillées). Priorité a été donnée à l'exécution du programme propre à chaque pays, grâce à un appui ciblé (y compris sous la forme d'un adossement). Les procédures de demande d'appui ciblé ont été clarifiées lors de la huitième réunion du Conseil d'orientation du mois de mars, à Asunción, au Paraguay, accroissant ainsi la dynamique d'exécution. Certains pays ont ainsi pu accomplir des progrès concrets vers des phases plus avancées de préparation — c'est clairement là le résultat de l'approche intégrée du SNA vis-à-vis des Programmes nationaux. Le Viet Nam, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Indonésie ont mis un point final à leur Programme national et grâce au SNA, ont pu pousser plus loin leurs efforts de REDD+ et mettre en place de nouveaux accords et partenariats. À cet égard, on peut souligner l'appui apporté à l'Indonésie pour mettre en œuvre son évaluation participative de la gouvernance (EPG) et l'adoption du mandat du niveau 2 par le Conseil d'orientation en octobre, à l'occasion de sa neuvième réunion qui s'est tenue à Brazzaville, au Congo. La modalité de niveau 2 permet aux pays de continuer de bénéficier de l'assurance qualité du Programme ONU-REDD dans le cadre de nouveaux accords et partenariats. Les propositions de niveau 2 du Viet Nam et de la RDC ont été avalisées en 2012.

L'année 2012 a également été marquée par une collaboration accrue avec les pays et avec d'autres initiatives, ainsi que par une consolidation des approches ONU-REDD. Le cadre ONU-REDD pour la MRV et le suivi a été renforcé, et des orientations concrètes sont désormais proposées aux pays. La poursuite des travaux sur la gouvernance ont permis de collaborer avec les pays ainsi qu'avec les autres initiatives et institutions, comme par exemple la Banque mondiale et le plan d'action sur l'application de la législation forestière, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT). Les enseignements tirés des nombreuses réalisations en matière de garanties ont permis l'élaboration d'une démarche ONU-REDD en la matière, axée de plus en plus sur le travail à l'échelle nationale et sur la coopération entre organismes, tout en tenant compte des synergies et des enseignements tirés de l'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) et les standards sociaux et environnementaux (SSE) du Fonds de Partenariat pour le carbone forestier (FCPF). S'agissant de la participation du secteur privé, de la préparation juridique et des plans d'investissements pour la REDD+, les résultats ont également bénéficié d'une collaboration plus étroite avec les pays et les autres partenariats.

En 2012, le réexamen budgétaire et la planification engagés avec une grande rigueur pour les 2^{ème} et 3^{ème} années de sa mise en œuvre (2013 et 2014) ont aussi constitué une étape décisive pour le SNA. L'évaluation des besoins des pays (CNA), menée conjointement par l'ONU-REDD et le FCPF, s'est achevée et ses principales conclusions ont été prises en compte dans la planification du programme. La CNA a grandement contribué à la compréhension de l'état d'avancement de la préparation à la REDD+, mettant à jour les priorités des pays qui marquent une évolution du paysage de la REDD+. Une réponse conjointe de l'ONU-REDD et du FCPF à la CNA a été rendue publique en octobre 2012 et, conformément à la demande formulée par le Conseil d'orientation lors de sa septième réunion, un réexamen du budget du SNA a été entrepris, prenant en compte à la fois la CNA et la réponse conjointe. Le réexamen du plan de travail et du budget du SNA pour ses 2^{ème} et 3^{ème} années a réorienté le SNA vers un appui plus important aux pays et une mise en œuvre interinstitutionnelle accrue, répondant ainsi aux besoins des pays et à l'évolution d'ensemble du contexte, liée notamment aux négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), aux attentes fluctuantes vis-à-vis du financement à grande échelle de la REDD+ et des difficultés de mise en œuvre de la préparation à la REDD+. Le plan de travail et le budget révisés pour les 2^{ème} et 3^{ème} années ont été adoptés par le Conseil d'orientation lors de sa neuvième réunion, en octobre, à Brazzaville, au Congo.

Le SNA enregistre 18,7 millions de dollars de dépenses¹⁴ au 31 décembre 2012. Ce chiffre correspond à un taux d'exécution de 73 pour cent par rapport au montant transféré de 25,6 millions de dollars. La figure 3-2 présente la part des dépenses par résultat au regard du total des dépenses du SNA en 2012, et la figure 3-3 le taux d'exécution de chaque résultat au regard du budget par résultat. On trouvera d'autres éléments financiers relatifs au SNA dans la section 4 du présent rapport, ainsi que dans le tableau 3 de l'annexe 14, qui apporte des précisions sur le plan des résultats et des réalisations.

Tableau 3-3 Synthèse des principaux accomplissements par résultat du SNA en 2012

Principaux accomplissements en 2012
<p>Résultat 1: Les pays REDD+ disposent des systèmes et des capacités nécessaires à l'élaboration et la mise en œuvre de la mesure, notification et vérification (MRV) et du suivi</p> <ul style="list-style-type: none"> Des directives ont été fournies à l'ensemble des pays partenaires de l'ONU-REDD sur le système national de surveillance forestière (SNSF), la surveillance et la MRV par l'intermédiaire du document intitulé "Systèmes nationaux de surveillance des forêts : surveillance et MRV dans le contexte des activités de REDD+", présenté lors de la neuvième réunion du Conseil d'orientation de Brazzaville (République du Congo). Les pays ONU-REDD ont bénéficié de partenariats stratégiques renforcés avec des acteurs gouvernementaux externes et des acteurs non gouvernementaux impliqués dans le renforcement des capacités à réaliser un inventaire des gaz à effet de serre (GES), ainsi que dans les travaux pertinents d'inventaire des GES ; citons ainsi la collaboration avec le Renforcement des capacités pour la REDD+ (CD REDD) et les échanges réguliers d'information avec l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA). Les compétences en matière de télédétection ont été renforcées dans sept pays (Bangladesh, Cambodge, RDC, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République unie de Tanzanie, Viet Nam et Zambie) grâce à des séances de formation à TerraAmazon, menées à Belém (Brésil) et Rome en collaboration avec l'Institut national pour la recherche spatiale (INPE) du Brésil. Des spécialistes originaires de pays latino-américains de l'ONU-REDD (Argentine, Bolivie [État plurinational de], Chili, Mexique, Panama, Paraguay et Pérou) ont été formés à l'inventaire national des forêts lors d'ateliers régionaux. Vingt pays membres du Programme ONU-REDD ont bénéficié de missions d'adossement qui leur ont permis de faire progresser la composante MRV et suivi de leur Programme national respectif et de leurs efforts nationaux de REDD+. Outre les pays dotés d'un Programme national, la Côte d'Ivoire et la Malaisie ont aussi reçu un appui initial, le second ayant élaboré un projet qui doit être mis en œuvre à partir de 2013. Onze pays membres du Programme ONU-REDD ont commencé à recevoir un appui ciblé sur des problématiques ayant trait au SNSF et à la MRV. Mise à disposition de bases de données régionales sur l'allométrie des arbres en Amériques du sud et centrale, ainsi qu'en Asie du Sud et du Sud-Est (en collaboration avec le Centre d'enseignement supérieur et de recherche en agriculture tropicale, l'Institut de recherche forestière du Kerala et l'Institut de recherche forestière de Malaisie). Les bases de données comprennent un tutoriel sur l'inscription des données, une analyse des textes existants en matière d'allométrie et des guides d'utilisation traduits en

¹⁴ Total des engagements et des décaissements.

Principaux accomplissements en 2012

- trois langues (ces documents ont servi de support à la formation dans de nombreux pays, dont le Cambodge, l'Indonésie, le Mexique, la République unie de Tanzanie, le Viet Nam et la Zambie).
- Six pays ont pu améliorer la qualité de leur propre document de Programme national, de leur stratégie de REDD+ et de leur plan d'action grâce à l'appui reçu pour étayer les volets MRV et niveaux d'émissions de référence (NER) de leur Programme national ou de leurs efforts nationaux de REDD.
 - Démarche pour harmoniser le "Projet de phase de préparation à la REDD+" avec le Programme commun sur l'environnement de l'ONU (JPE), comme celle amorcée au Pakistan dans la perspective d'élaborer une feuille de route pour la REDD+. Une proposition d'appui ciblé par le Programme ONU-REDD a été rédigée afin de compléter et d'étendre les ressources disponibles dans le cadre du JPE unique de l'ONU.
 - Un accord a été conclu entre le Programme ONU-REDD et le Programme de renforcement des capacités sur les faibles émissions (RCFE) du PNUD dans la perspective de favoriser les synergies et la cohésion de l'appui proposé par les deux programmes, dans le cadre de leurs activités à venir.

Résultat 2:

Des systèmes de gouvernance nationale crédibles et ouverts à tous sont instaurés afin de mettre en œuvre la REDD+

- Des mesures concrètes ont été prises pour améliorer la transparence et l'accessibilité des données sur la gouvernance et des systèmes/structures actuels de gouvernance en Équateur, en Indonésie, au Nigéria et au Viet Nam. Ces pays ont reçu un appui ciblé afin de recueillir les données et d'analyser la situation en matière de gouvernance grâce à une évaluation participative de la gouvernance (EPG) dans le cadre de la REDD+.
- En s'engageant à intégrer une EPG dans son processus national, l'Indonésie a reconnu le rôle essentiel joué par la société civile et les processus participatifs.
- En Équateur, l'étude approfondie des corrélations entre l'EPG et le travail national mené sur les Standards sociaux et environnementaux (SSE) de la REDD+ a permis d'élaborer un système national de garantie qui coordonne les outils et la démarche du Programme ONU-REDD et des SSE.
- Un réseau de praticiens a été mis sur pied à l'occasion d'un échange Sud-Sud sur les EPG, à Bogor, en Indonésie, auxquels ont participé 55 personnes originaires de neuf pays du Programme ONU-REDD (des acteurs de la société civile et gouvernementaux ainsi que des membres de l'équipe d'ONU-REDD). Cela a eu pour effet immédiat d'initier un dialogue direct entre l'Indonésie et le Viet Nam, qui s'est prolongé par une mission d'experts indonésiens à Hanoi à la fin de l'année 2012.
- Une meilleure compréhension des aspects juridiques majeurs relatifs à la REDD+ a permis de soutenir l'application dans les pays ONU-REDD des cadres juridiques, des orientations et des mesures de REDD+. C'est ainsi qu'ont été identifiés les principaux enseignements tirés et les principales difficultés juridiques à l'échelle nationale, notamment grâce à un document consacré à la préparation juridique à la REDD+ (Leçons à retenir au Mexique, au Viet Nam et en Zambie) et à une étude comparative des législations sur les changements climatiques, qui met en lumière la corrélation entre dispositions sur la forêt et REDD+ et cite des exemples provenant de l'Asie-Pacifique, de l'Amérique Latine et de l'Afrique.
- La mobilisation des parlementaires en faveur de la REDD+ a été facilitée par la mise en ligne d'informations relatives à la REDD+ et au Programme ONU-REDD sur le réseau parlementaire Agora ([site Internet d'Agora](#)), une plateforme consacrée au développement parlementaire. Suite aux missions d'adossement conduites au Bangladesh, au Bhoutan, en Côte d'Ivoire, en Mongolie et au Myanmar et à l'appui ciblé qui leur a été apporté, ces pays ont mis au point des feuilles de route de préparation pour la

Principaux accomplissements en 2012

- participation des parlementaires.
- Le renforcement des cadres de mise en œuvre de la REDD+ a favorisé une exécution plus importante des Programmes nationaux et une amélioration des dispositifs de coordination en RDC, en République unie de Tanzanie et en Zambie.
- Les contraintes et les lacunes juridiques de la REDD+ ont été mises en évidence en Argentine, en RDC, en Équateur, au Guatemala, au Kenya, au Mexico, au Paraguay et au Pérou.
- Un cadre théorique a été défini pour l'appui apporté par le Programme ONU-REDD aux pays dans l'élaboration de leur propre approche des garanties, y compris des systèmes d'information sur les garanties (SIG). Ce cadre permet aux pays de l'ONU-REDD de repérer les outils et les documents de référence, ainsi que les étapes et éléments importants à prendre en compte dans leur façon d'envisager les garanties au niveau national. Le cadre d'appui du Programme ONU-REDD à l'élaboration de cette démarche intègre les contributions issues de la collaboration renforcée avec les SSE de la REDD+ et l'équipe de gestion (FMT) du Fonds de Partenariat pour le carbone forestier (FCPF).
- Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers ont été mises au point à partir des contributions du Programme ONU-REDD et officiellement adoptées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale en mai 2012. Elles constituent le fondement des orientations du Programme ONU-REDD pour aider les pays de la REDD+ à traiter les problématiques foncières.

Résultat 3:

Les systèmes nationaux de gestion du financement de la REDD+, régis par des principes de transparence, d'équité, de fiabilité et de responsabilité, sont renforcés

- La RDC et le Viet Nam ont élaboré leur système fiduciaire national pour le financement de la deuxième phase de leur Programme et créé des structures nationales de financement de la REDD+ avec l'appui des conseils techniques et politiques du Programme ONU-REDD. S'agissant du Viet Nam, la [Norvège a signé un accord de financement de 30 millions de dollars avec les Nations Unies pour appuyer la deuxième phase du Programme ONU-REDD](#).
- Rédaction et traduction de la version finale de la [Note d'orientation pour la conduite d'évaluations du risque de corruption dans la REDD+](#). (lien en anglais). Cette note ne se contente pas d'énumérer les mesures concrètes à envisager au moment d'entreprendre une évaluation, elle aborde le fond de la question en précisant les différents risques de corruption qui peuvent surgir aux diverses phases de la REDD+ et dans ses différents volets.
- Un atelier régional, auquel ont participé 80 parties prenantes originaires de six pays africains, a mis en évidence une plus grande sensibilité aux risques de corruption, concrets (efficacité, équité, efficience) et en termes de réputation, dans le cadre des processus de REDD+. Des évaluations des risques de corruption dans le cadre de la REDD+ ont été également entamées dans sept pays (Bangladesh, Bhoutan, RDC, Kenya, Népal, Pérou et Philippines) à l'occasion des demandes d'appui ciblé. On peut ainsi se féliciter de ce que l'évaluation du risque de corruption est déjà achevée à 80 pour cent aux Philippines, et qu'elle sera intégrée à sa stratégie nationale de REDD+ et à sa communication au début de l'année 2013.
- Publications : ["Placer le genre au cœur de la REDD+ : un facteur de succès"](#) montre que la prise en compte des questions de genre dans les activités de REDD+ permet d'améliorer l'efficacité, l'efficience et la pérennité à long terme de la REDD+. ["Mise en place de stratégies de REDD+ sensibles à la dimension de genre, efficaces et durables"](#) expose plusieurs façons d'intégrer les principes de l'égalité

Principaux accomplissements en 2012

- des sexes et de l'autonomisation des femmes au travail de l'ONU-REDD et aux stratégies de REDD+.
- Une "analyse genrée" du Programme ONU-REDD a mis en évidence les lacunes et suggéré des points d'entrée où une démarche égalitaire pourrait être davantage valorisée.
- En RDC, grâce à un appui ciblé, un plan de travail sur l'intégration de la question du genre à la REDD+ a pu être élaboré et l'égalité des sexes prise en compte dans sa [stratégie-cadre nationale de REDD+](#).

Résultat 4:

Les populations autochtones, les communautés locales, les organisations de la société civile (OSC) et les autres parties prenantes participent pleinement aux prises de décisions, à l'élaboration de la stratégie et à la mise en œuvre de la REDD+, aux niveaux national et international

- Les lignes directrices du Programme ONU-REDD sur le consentement libre, informé et préalable (CLIP) sont entrées dans leur phase finale d'élaboration au terme de plusieurs concertations menées avec un large éventail de parties prenantes. La version de travail finale doit être présentée en 2013. Étonnamment, une concertation de deux mois menée au niveau mondial a suscité plus de 50 avis et contributions provenant de populations autochtones, d'OSC, de gouvernements, de l'ONU, d'universitaires et d'autres organismes. Cette initiative s'est prolongée par la tenue d'un [atelier d'experts sur les lignes directrices du CLIP](#) à Genève (Suisse) les 10 et 11 février 2012. Les consultations d'experts techniques se sont poursuivies afin d'affiner et de prendre en compte ces contributions et de revoir les directives en conséquence.
- Plus de 60 représentants des populations autochtones, des OSC et des gouvernements ont été informés des avancées du Programme ONU-REDD, ainsi que des premiers enseignements tirés quant à l'application du CLIP aux niveaux national et mondial lors d'une manifestation parallèle consacrée au [CLIP pour la REDD+ : premiers enseignements du Programme ONU-REDD](#), qui s'est tenue en marge de la onzième session du Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), en mai 2012. Le Pacte des peuples autochtones asiatiques (AIPP) et l'Organisation internationale du travail (OIT), co-organisateurs de cette manifestation, ont également présenté des contributions.
- La collaboration du Programme ONU-REDD et du FCPF pour l'implication des parties prenantes s'est enrichie des contributions du Programme ONU-REDD à l'atelier sur l'[évaluation environnementale et sociale stratégique \(EESS\)](#), qui s'est tenu au Kenya du 13 au 16 décembre 2012.
- Sensibilisés à l'implication des parties prenantes et à la participation des populations autochtones et des OSC aux processus nationaux de REDD+, la Colombie, la Côte d'Ivoire, le Pérou et le Sud Soudan ont inscrit dans leur demande d'appui ciblé des initiatives associant les parties prenantes. Au Honduras, les relations entre le gouvernement et les groupes autochtones ont été consolidées grâce au soutien apporté aux négociations en cours. Par ailleurs, l'assistance offerte a permis de faire une plus grande place à la participation des parties prenantes dans le plan d'initiation et la proposition de préparation à la REDD (R-PP).
- Les décideurs politiques, les donateurs et les représentants de la société civile ont été informés des possibilités de financement de la REDD+ et de mobilisation du secteur privé au travers d'une série de manifestations. Parmi celles-ci, on peut citer : i) un atelier sur le financement de la REDD+ à l'occasion de la réunion intersession de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), qui s'est tenue à Bangkok en septembre 2012, et lors de laquelle les acteurs du secteur privé ont évoqué divers signaux politiques qui pourraient conduire, avec les négociateurs de la CCNUCC, à un élargissement de la REDD+ ; ii) une séance d'information, lors de la réunion du Conseil d'orientation du

Principaux accomplissements en 2012

Programme ONU-REDD à Brazzaville, au cours de laquelle des pays, comme la RDC et le Panama, ont donné des exemples de la façon dont des activités de REDD+ du secteur privé ont été intégrées au Programme national de REDD+ ; iii) une séance sur le financement de la REDD+ dans le cadre de la manifestation consacrée aux châteaux d'eau kenyans où ont été évoquées les difficultés et les perspectives du secteur privé kenyan ; et iv) un forum de discussion lors de la Forest Day de Doha en décembre 2012 qui a permis à divers acteurs des secteurs public et privé d'exprimer leurs différents points de vue sur la façon dont la pénurie de financement de la REDD+ pourrait être comblée.

Résultat 5:

Les avantages multiples des forêts sont encouragés et obtenus grâce aux stratégies et mesures de REDD+

- Les pays de l'ONU-REDD bénéficient actuellement d'un appui afin de se doter de garanties selon leurs propres approches. Cet appui, qui favorise les avantages multiples provenant des forêts, est apporté par une équipe interinstitution qui intervient en application du cadre du Programme ONU-REDD relatif aux garanties, rédigé en 2012. Le Bhoutan, l'Équateur, la [RDC](#) (en anglais), le Nigéria et le Viet Nam ont reçu un appui pour concevoir leur approche nationale sur les garanties, selon les modalités suivantes :
- Au [Bhoutan](#), l'appui ciblé a notamment permis, à l'occasion d'un atelier interactif et à partir des questions puisées dans la version préliminaire des principes et critères sociaux et environnementaux (PCSE) et de l'outil d'identification des avantages et des risques (BeRT), le repérage des politiques, lois et réglementations existantes susceptibles d'aider à la conception d'une approche nationale sur les garanties.
- Les [normes nationales de REDD+](#) élaborées par la RDC pour les services écosystémiques et les avantages en termes de revenus ont été révisées en s'inspirant du cadre des PCSE. La révision de ces normes est toujours en cours : elles seront mises à jour en 2013.
- Dans le cadre des mesures et stratégies du Nigéria pour la REDD+, les fruits d'un atelier de concertation technique, tenu en 2011, ont été mis à profit pour s'assurer que le Programme national définitif tienne compte des garanties de la CCNUCC. Les PCSE ont servi de cadre directeur.
- L'Argentine et le Costa Rica ont proposé, dans leur demande d'appui ciblé, des activités s'inspirant des PCSE.
- Les capacités des équipes régionales et nationales du Programme ONU-REDD ont été renforcées par le projet de lignes directrices pour la mise en œuvre de l'approche commune, destinées aux conseillers techniques régionaux ; la corrélation entre les politiques sociales et environnementales du PNUD, les PCSE et le BeRT ont ainsi été prises en compte.
- Prenant pour cadre de référence les PCSE, l'Équateur s'est efforcé d'élaborer un système national et cohérent de suivi de la REDD+, englobant les services écosystémiques et la biodiversité. Les éléments constitutifs d'un système de suivi ont été soumis à la concertation dans leur version préliminaire. Il est prévu que cela soit intégré au SIG définitif qui répondra aux prescriptions de la CCNUCC, du FCPF, des SSE de la REDD+ et du Programme ONU-REDD tout en s'inspirant de leur expertise.
- Le Bangladesh, le Costa Rica et le Pérou ont progressé dans leur travail d'élaboration d'un système d'information sur les garanties et ont fait une demande d'appui ciblé pour leur plan de travail national (voir la section 3.2.1 de l'annexe 14).
- La stratégie-cadre de REDD+ de la RDC a été étayée par les résultats de l'utilisation d'[outils de cartographie](#) permettant de visualiser les avantages multiples et les risques potentiels liés à la REDD+. Plusieurs des activités proposées reconnaissent combien il importe de tenir compte des avantages

Principaux accomplissements en 2012

multiples dans l'aménagement du territoire, et la stratégie rappelle l'utilité de ce type d'analyse lorsqu'on veut en priorité mettre en place un système national de paiements des services écosystémiques et pour entamer un processus de macro-zonage de la forêt (qui devrait aboutir à la définition d'un domaine forestier permanent). Des conseils précis relatifs à l'emploi du logiciel Marxan (aide à la planification de l'utilisation des terres) pour la planification de la REDD+ ont été rédigés. Un premier travail de fond a également été entrepris à partir de l'analyse d'une démonstration : il vise au renforcement des capacités pour permettre aux citoyens de la RDC d'utiliser le logiciel. L'examen des études et méthodes appliquées au Panama pour estimer la valeur des services écosystémiques forestiers a, dans un premier temps, établi la valeur des avantages multiples découlant des forêts, et en particulier ceux provenant du canal de Panama. Cette démarche permet de s'assurer que les avantages multiples de la forêt sont bien pris en compte dans les scénarios de l'économie verte (résultat n°6).

Résultat 6:

Les stratégies de REDD+, et les investissements qui s'y rapportent, jouent un rôle catalyseur dans la transition vers l'économie verte

- Les décideurs politiques et les concepteurs de projet ont bénéficié de conseils sur la façon d'attirer les investissements privés et/ou publics pour leurs initiatives de REDD+ et en faveur des forêts, prodigués dans la publication "[Incidences économiques des forêts et des projets de carbone forestier—Transposer les leçons apprises dans la mise en œuvre nationale de la REDD+](#)", financée par le Programme ONU-REDD.
- Dans le cadre d'une démarche animée par le Programme ONU-REDD, en coordination avec le ministère de l'Aménagement de la RDC, un groupe, réunissant de nombreuses parties prenantes impliquées dans la REDD+, a imaginé quatre scénarios distincts de développement pour la RDC à l'horizon 2035, en fonction de la mise en œuvre des réformes politiques qu'implique la REDD+, des investissements qui en découlent et d'autres facteurs (comme les réformes de la gouvernance). Un scénario idéal, "la REDD+ pour une économie verte", est disponible et illustre ce qu'une transformation de cette ampleur, qui s'appuie sur des investissements de REDD+, peut signifier pour la RDC.
- Toujours en RDC, le partenariat ONU-REDD-CIRAD a abouti à la rédaction d'un rapport exhaustif sur la situation de la propriété foncière, les blocages et les réformes politiques envisageables dans le contexte de la REDD+.
- Les mesures relatives à la promotion de la transition vers une économie verte figurent dans le Programme national du Congo, dans la proposition de niveau 2 du Viet Nam et dans les activités des Programmes nationaux de l'Équateur et du Panama, grâce à l'adossé dont ont bénéficié ces pays.

Résultat 7:

Les connaissances que recèle le Programme ONU-REDD sont approfondies, gérées, analysées et diffusées pour soutenir les efforts de la REDD+ à tous les niveaux

- L'animation dynamique de l'espace de travail en ligne a engendré une hausse sensible du nombre de membres de l'ONU-REDD, du nombre de visites et du volume des informations échangées.
- Grâce à la diffusion d'une série de fiches repères sur les leçons à retenir dans la région Asie-Pacifique (comme [Inventaires forestiers nationaux \(en anglais\)](#) ; [Avantages multiples \(en anglais\)](#) ; [Systèmes de partage des avantages \(en anglais\)](#) ; [consentement libre, informé et préalable](#) ; [Cadre stratégique \(en anglais\)](#) ; [Égalité des sexes et autonomisation des femmes \(en anglais\)](#) ; et [Lutte contre la corruption \(en anglais\)](#)).

Principaux accomplissements en 2012

anglais)), les représentants gouvernementaux, les organismes partenaires, les pays et les donateurs ont approfondi leur compréhension des thèmes et de l'appui que procure le Programme ONU-REDD. Ils ont également partagé des expériences et des exemples de bonnes pratiques.

- La deuxième brochure [Leçons à retenir](#) du Programme ONU-REDD, consacrée à l'Afrique, a été officiellement présentée lors du 9^{ème} Conseil d'orientation au Congo et également diffusée à la 18^{ème} Conférence des parties à la CCNUCC (COP). Sa version anglaise a été téléchargée près de 1 000 fois.
- La publication "[Le droit foncier des territoires des populations autochtones et la REDD+ comme incitations à la gestion forestière : le cas des pays mésoaméricain](#)" (en espagnol) a été rendue publique lors de la 18^e COP et téléchargée plus de 520 fois. Elle comble le grand vide existant sur les questions de droit foncier.
- Les résultats du Programme ONU-REDD ont été largement diffusés à l'ensemble des publics cibles du Programme à l'occasion de différentes manifestations qui se sont tenues en 2012 :
 - Le Bilan annuel 2011 a été rendu public lors du 8^e Conseil d'orientation, au Paraguay, et téléchargé 6 077 fois dans trois langues ;
 - Dix lettres d'information sur le Programme ONU-REDD ont été publiées, avec 65 000 visites uniques sur la page de la lettre d'information au cours de l'année.
 - La série Cas de réussite de l'ONU-REDD a été lancée avec la diffusion de trois premiers récits ([Zambie—Système national de surveillance des forêts](#), 988 accès au total dans les trois langues ; [standards sociaux et environnementaux en RDC](#), 955 accès au total dans les trois langues ; [Indonésie : unir ses forces pour relever les défis difficiles de la gouvernance](#) (en anglais) , 1 031 accès au total dans les trois langues).
 - Le fascicule [Repères sur l'ONU-REDD](#) (en anglais) a été rendu public : il présente des statistiques relatives au Programme ONU-REDD.

Résultat 8:

Le secrétariat du Programme ONU-REDD fournit, avec efficacité et dans les meilleurs délais, des services aux pays partenaires du Programme ONU-REDD, au Conseil d'orientation et aux organismes des Nations Unies.

- La coordination d'ensemble pour une collaboration de niveau 2 entre le Viet Nam et la Norvège s'est concrétisée par la signature d'un accord entre les deux pays en décembre 2012 à Doha.
- Les enseignements tirés ont été évalués lors d'un séminaire du secrétariat, d'un séminaire de l'équipe et d'un séminaire commun du groupe de stratégie et du groupe d'administration : l'objectif était d'établir les bases d'un recentrage à mi-parcours, destiné à consolider le Programme, ainsi que de répondre aux besoins liés à son évolution rapide. Lors de ces différents séminaires, les fonctions, responsabilités et procédures d'établissement des rapports ont pu être clarifiées et une série de principes à mettre en œuvre par les Programmes nationaux a été adoptée.
- En 2012, le secrétariat a coordonné la présentation au Conseil d'orientation de deux documents de Programme national (celui du Congo et celui du Sri Lanka, tous deux approuvés), en organisant notamment leur examen par trois organismes indépendants en vertu des normes (revues et corrigées) en la matière.
- Le cycle d'un Programme national ainsi que les étapes correspondantes et les mesures requises ont été clarifiés grâce au [Guide des Programmes nationaux et des autres activités nationales](#), (en anglais, version

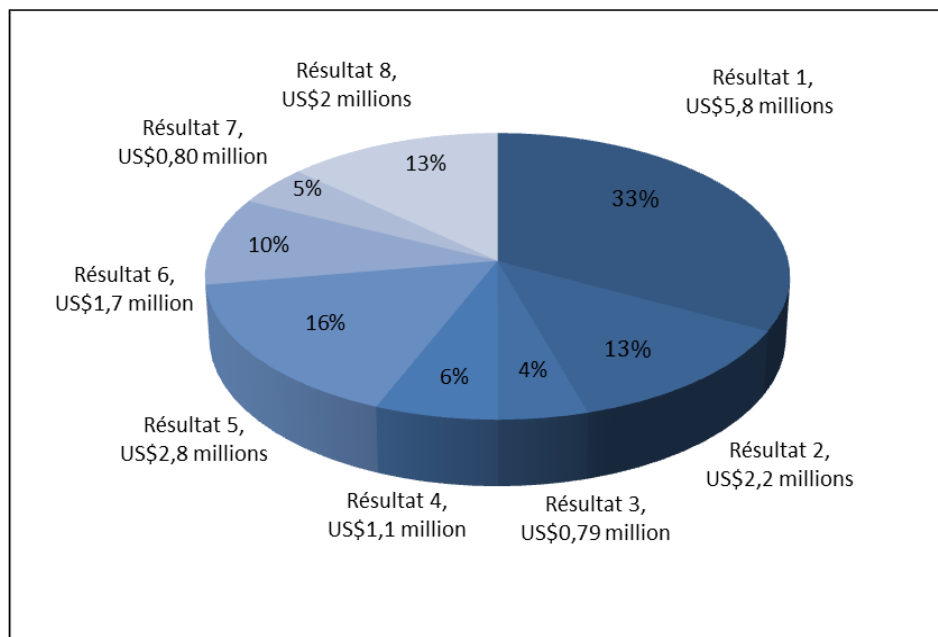
Principaux accomplissements en 2012

de septembre 2012). Le guide rassemble et présente tous les supports d'information et de conseil relatifs aux Programmes nationaux, du cadrage préliminaire jusqu'à la clôture.

- Les pays partenaires du Programme ONU-REDD ont tiré profit des clarifications apportées aux procédures de demande d'appui ciblé lors de la huitième réunion du Conseil d'orientation de mars 2012 à Asunción, au Paraguay. En outre, les réponses aux demandes d'appui ciblé ont bénéficié d'un processus interne de prise de décision simplifié et coordonné par le secrétariat.
- La planification stratégique du Programme ONU-REDD a mis à profit les conclusions de la CNA conjointe de l'ONU-REDD et du FCPF, où les pays ont exprimé leurs principaux besoins pour mener à bien leur phase de préparation. Les suites données à ces conclusions portent principalement sur les forces et les synergies de chaque initiative.
- Le plan de travail et le budget du SNA pour les années 2013 et 2014 ont été mis au point à partir des recommandations de deux groupes de travail du Conseil d'orientation, animés par le secrétariat : l'un sur la feuille de route pour la révision du budget du Programme global et l'autre sur la CNA. Le plan de travail et le budget ont été adoptés par le Conseil d'orientation lors de sa neuvième réunion en octobre 2012.
- Le suivi des Programmes nationaux s'est amélioré grâce à la mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation et aux [modèles de présentation de rapports axés sur les résultats](#) (en anglais) applicables aux rapports semi-annuel, annuel et final des Programmes nationaux. Un système de notification et de suivi pour le SNA, axé sur les résultats et partiellement achevé, est en place, ainsi qu'un projet de cadre de suivi du SNA qui concerne surtout les réalisations révisées du plan de travail pour les années 2013 et 2014. En outre, le rapport semi-annuel a repris des données relatives à l'exécution du programme en fonction du type d'appui et s'est davantage attaché aux résultats.
- La mobilisation de ressources financières pour le Programme ONU-REDD s'est considérablement accrue avant la fin de l'année 2012, une nouvelle enveloppe de 2 millions d'euros ayant été annoncée par le Luxembourg (nouveau donateur) et une convention de subvention ayant été signée entre le Programme ONU-REDD et l'UE pour un montant de 10 millions d'euros, auxquels s'ajoutent 35 millions de dollars en provenance du gouvernement de Norvège.
- Le Viet Nam et la RDC ont bénéficié de la coordination et de l'animation assurées par le secrétariat et de sa participation aux échanges avec les donateurs et les pays concernant l'appui par l'intermédiaire de la modalité de niveau 2.

Figure 3-2 Dépenses par résultat au regard des dépenses de SNA*¹⁵

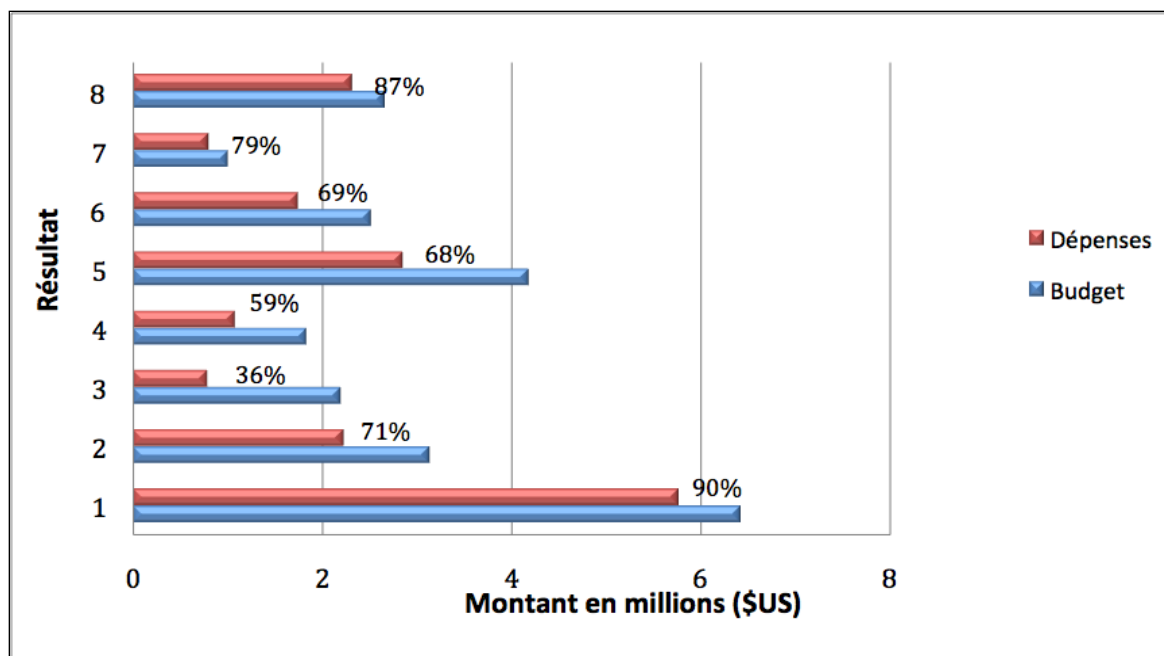
(Voir le tableau 3-3 pour consulter les titres et descriptions des résultats escomptés.)



*SNA = appui aux Plans d'action REDD+ nationaux : Cadre du Programme global 2011-2015.

Figure 3-3 Taux d'exécution de chaque résultat au regard de l'allocation budgétaire correspondante

(Voir le tableau 3-3 pour consulter les titres et descriptions des résultats escomptés.)



¹⁵ Les montants ne comprennent pas les coûts d'appui indirect.

3.2.2 Catégories d'appui

Le SNA comprend des activités relatives à trois catégories d'appui : i) les fonctions d'appui international ; ii) l'appui spécifique aux pays (appui ciblé dans lequel s'inscrit, entre autres, l'adossement) ; et iii) le secrétariat. Si l'on compare les dépenses dans ces catégories aux dépenses totales de SNA (novembre 2011-décembre 2012),¹⁶ on constate que le poste le plus important correspond à l'appui spécifique aux pays (54 pour cent, 10 millions de dollars), suivi des fonctions d'appui international (31 pour cent, 6 millions de dollars). Les dépenses liées au secrétariat du Programme ONU-REDD se sont élevées à 15 pour cent (3 millions de dollars). Chaque catégorie est illustrée dans la section 3 de l'annexe 14.

En 2012, l'appui ciblé¹⁷ a été approuvé pour 21 pays : l'Argentine, le Bangladesh, le Bhoutan, le Costa Rica, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, l'Équateur, l'Indonésie, le Kenya, la Mongolie, le Népal, le Nigéria, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, les Îles Salomon, le Sri Lanka, le Suriname et le Viet Nam. L'appui ciblé approuvé pour ces pays s'élève à 2 747 962\$US.^{18,19} En section 3.2 de l'annexe 14, la figure 1 indique le montant approuvé pour chaque pays, tandis que la section 3.2.1 esquisse le bilan de chaque pays par résultat du SNA. Dans la période examinée, l'adossement a représenté une proportion importante de l'appui spécifique aux pays dispensé dans le cadre de l'appui ciblé. Quelques exemples sont proposés dans la section 3.2, annexe 14.

3.2.3 État financier du SNA (dollars américains), novembre 2011-décembre 2012

En ce qui concerne l'état financier du SNA, tous les montants approuvés pour le Programme (25,6 millions de dollars) ont été transférés et les dépenses du Programme représentaient un total de 18,7 millions de dollars, soit 73 pour cent.²⁰ Le tableau 3-4 présente le détail des montants approuvés, transférés et dépensés au titre du SNA.

Tableau 3-4 Budget de l'appui aux Plans d'action REDD+ nationaux – cadre du Programme global 2011-2015 (SNA), approuvé pour la période du 1^{er} novembre 2011 au 31 décembre 2012, et versements et dépenses au 31 décembre 2012 (dollars américains)

Organismes de l'ONU participants	Budget approuvé 1 ^{er} novembre 2011– 31 décembre 2012	Total des versements jusqu'au 31 décembre 2012	Total des dépenses jusqu'au 31 décembre 2012	Taux d'utilisation
FAO	9 282 293	9 282 293	8 000 401	86
PNUD	8 899 555	8 899 555	5 152 441	58
PNUE	7 444 698	7 444 698	5 615 324	75
TOTAL	25 626 546	25 626 546	18 768 166	73

¹⁶ De la date du premier transfert de fonds à la fin de la période examinée.

¹⁷ Demandes enregistrées par le secrétariat du Programme ONU-REDD et déferées aux organismes pour décision.

¹⁸ Le plan de travail pour l'appui ciblé de la Zambie est en outre en cours de discussion. Le montant n'a pas encore été fixé. (Résultat 2).

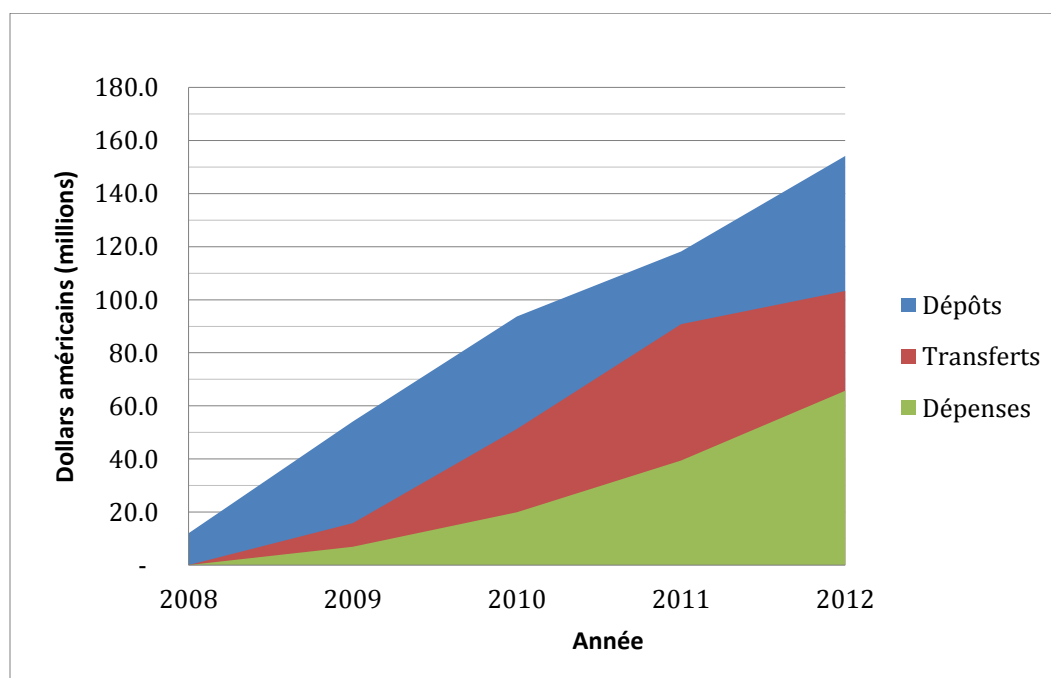
¹⁹ À l'exclusion des 7 pour cent de coûts d'appui indirect.

²⁰ Des informations supplémentaires fournies par les organismes de l'ONU participants concernant le budget et les dépenses 2012 sont proposées à l'addendum 1.

4 Performance financière

Le Fonds du Programme ONU-REDD a été mis en place en 2008 afin d'aider les pays à se préparer à la REDD. Depuis sa création, le Fonds a connu une croissance régulière comme l'illustre la figure 4-1, les dépôts, versements et dépenses augmentant régulièrement. Après un dépôt initial de 12,0 millions de dollars en 2008, les versements ultérieurs ont atteint 154,2 millions de dollars en décembre 2012. Les versements et les dépenses ont également augmenté de manière proportionnelle mais décalée dans le temps, puisque ces sommes ne peuvent être transférées ou dépensées qu'après leur dépôt. Les versements sont passés de 15,8 millions en 2009 à 103,4 millions de dollars en 2012, et les dépenses ont évolué de 6,9 millions à 65,7 millions de dollars durant la même période.

Figure 4-1 Dépôts, versements et dépenses du Fonds du Programme ONU-REDD (2008-2012)



Fin 2012, des accords de contribution avaient été signés avec cinq donateurs : le Danemark, l'Union européenne, le Japon, la Norvège et l'Espagne. L'ensemble des versements effectués s'élevait à 154,2 millions de dollars. Par ailleurs, 2,3 millions de dollars d'intérêts ont été déposés, portant le montant cumulé des ressources programmables à 156,5 millions de dollars. Dans l'ensemble, dans les 156,5 millions de dollars reçus sous forme de contributions et d'intérêts, 103,4 millions, soit 66 pour cent, ont été transférés aux organismes de l'ONU participants et 65,7 millions dépensés (64 pour cent des sommes transférées).

En 2012, le montant total des fonds s'élevait à 36,4 millions de dollars, les versements aux organismes de l'ONU participants à 12,5 millions de dollars et les dépenses à 26,2 millions de dollars. Les sommes remboursées désignent soit les remboursements effectués suite à la clôture d'un Programme, comme c'est le cas du Programme global (2009–2011) où la FAO a reversé 14 583 \$US, soit d'une réaffectation budgétaire, comme en Équateur où 118 517 \$US ont été reversés par le PNUD et le même montant transféré à la FAO. Le solde de trésorerie auprès de l'Agent administratif au 31 décembre 2012 était de 51,6 millions de dollars. Le tableau 4-1 illustre l'évolution des soldes de trésorerie au 31 décembre 2012.

Tableau 4-1 Évolution des soldes auprès de l'Agent administratif pour la période s'achevant au 31 décembre 2012²¹ (dollars américains)

	Solde annuel 2011	Solde annuel 2012	Cumul
Origine des fonds			
Contributions brutes	24 457 504	36 023 044	154 279 125
Revenu des intérêts et placements perçus par le FRH	335 099	152 051	1 838 760
Revenu des intérêts reçus d'organismes participants	168 673	200 313	431 206
Remboursements de l'AA aux bailleurs de fonds	-	-	-
Solde des fonds transférés à un autre FASM	-	-	-
Autres revenus	-	-	-
Total : origine des fonds	24 961 276	36 375 408	156 549 091
Utilisation des fonds			
Montant transféré aux organismes participants	39 548 722	12 585 170	103 480 933
Remboursements reçus des organismes participants	-	-133 101	-133 101
Montant net alloué aux organismes participants	39 548 722	12 452 069	103 347 832
Commission de l'Agent administratif	244 575	360 230	1 542 791
Coûts directs : (comité directeur secrétariat etc.)	-	-	-
Frais bancaires	2 279	900	3 179
Autres dépenses	-	-	-
Total : utilisation des fonds	39 795 576	12 813 200	104 893 802
Solde des fonds disponibles auprès de l'Agent administratif	-14 834 300	23 562 208	51 655 288
Solde en début d'exercice (1 ^{er} janvier)	42 927 380	28 093 080	-
Solde en fin d'exercice (31 décembre)	28 093 080	51 655 288	51 655 288
Montant net alloué aux organismes participants	39 548 722	12 452 069	103 347 832
Dépenses des organismes participants	19 576 835	26 228 953	65 719 977
Solde des fonds disponibles auprès des organismes participants			37 627 855

4.1 Contributions des donateurs

Les contributions au Fonds du Programme ONU-REDD ont atteint 154,2 millions de dollars en 2012, avec de nouveaux engagements (accords de contribution) de 48,3 millions de dollars dont 36,0 millions ont été déposés. Avec un engagement de 35,3 millions de dollars, la Norvège est la première contributrice, tandis que deux donateurs, l'Espagne et l'Union européenne (UE), se sont engagés à verser 648,000 \$US et 13,0 millions de dollars respectivement. La contribution de l'Espagne a été versée en 2012 et celle de l'UE début 2013. Le gouvernement du Luxembourg a en outre annoncé une contribution de 2 millions d'euros. L'accord de contribution a été signé début 2013. L'Espagne a par ailleurs directement contribué à hauteur de 3 millions de dollars à la FAO et au PNUE pour le SNA. Le tableau 4-2 présente toutes les sommes versées au Fonds au 31 décembre 2012.

²¹ En réponse aux demandes de diverses parties prenantes, le bureau du FASM a standardisé ce tableau qui comprend davantage d'informations sur les variations de solde d'année en année ; sa présentation diffère donc légèrement de celle des années précédentes.

Tableau 4-2 Total des versements des donateurs au Fonds du Programme ONU-REDD, cumul au 31 décembre 2012 (dollars américains)

Bailleurs de fonds	Années antérieures au 31 déc 2011	Année en cours jan-déc 2012	Total
Danemark, gouvernement du	8 076 988	-	8 076 988
Japon, gouvernement du	3 046 138	-	3 046 138
Norvège, gouvernement du	105 818 255	35 374 394	141 192 649
Espagne, gouvernement du	1 314 700	648 650	1 963 350
Total	118 256 081	36 023 044	154 279 125

Parmi le total des sommes versées, 26,9 millions de dollars ont été affectés par le Japon et la Norvège au Programme global/appui aux activités nationales, comme l'illustre le tableau 4-3.

Tableau 4-3 Contributions affectées versées au Fonds du Programme ONU-REDD, cumul au 31 décembre 2012 (dollars américains)

Bailleurs de fonds	Années antérieures au 31 Dec 2011	Année en cours jan-déc 2012	Total
Japon, gouvernement du	3 046 138	-	3 046 138
Norvège, gouvernement du	16 678 809	7 182 618	23 861 427
Total	19 724 947	7 182 618	26 907 565

4.2 Intérêts

Le total des intérêts reçus au 31 décembre 2012 s'élevait à 2,2 millions de dollars, constitués de 1,8 millions de dollars d'intérêts reçus au niveau du Fonds et de 0,4 million de dollars reçus des organismes participants. Le tableau 4-4 fournit le détail des intérêts reçus par le Fonds.

Tableau 4-4 Intérêts reçus par le Fonds au 31 décembre 2012 (dollars américains)

Agent administratif	Années antérieures 31 déc 2011	Année en cours jan-déc 2012	Total
Intérêts perçus par le Fonds	1 686 709	152 051	1 838 760
Sous-total des intérêts perçus par le Fonds	1 686 709	152 051	1 838 760
Organisme participant			
FAO		9 324	9 324
PNUD	230 893	190 990	421 882
Sous-total du revenu des intérêts reçus des organismes participants	230 893	200 313	431 206
TOTAL des intérêts perçus	1 917 602	352 364	2 269 966

4.3 Montants transférés et dépenses

Au 31 décembre 2012, après réception de tous les documents justificatifs des Programmes ONU-REDD approuvés par le Conseil d'orientation, le montant total net versé s'élevait à 103,3 millions de dollars. Les Fonds sont versés par le bureau du FASM après réception du document de Programme et de la demande de transfert de fonds signés. Lorsque la durée du Programme national excède trois ans, les versements ont été effectués par annuités. Sur le montant total approuvé de 157,9 millions de dollars, la somme nette de 103,3 millions de dollars (65 pour cent) a été versée. En 2012, 12,5 millions de dollars avaient été transférés à quatre Programmes nationaux (Congo, Nigéria, Panama et Zambie) ainsi qu'à l'appui aux Plans d'action REDD+ nationaux : Programme global 2011-2015 (SNA).

Sur le montant total versé, 65,7 millions de dollars (63 pour cent des sommes transférées) ont été comptabilisées comme dépenses. Le tableau 3-1, plus haut dans le présent rapport, apporte des précisions sur l'allocation, le montant transféré et les dépenses de chaque programme. Le tableau 4-5 indique l'allocation générale, le montant transféré et les dépenses des organismes de l'ONU participants.

**Tableau 4-5 Allocations, versements et dépenses des organismes de l'ONU participants
(en dollars américains)**

Organisme participant	Montant approuvé	Montant net financé	Dépenses	Pourcentage du taux d'exécution
FAO	58 273 647	38 710 427	23 855 285	61
PNUD	60 805 565	40 488 227	22 555 049	55
PNUE	38 832 835	24 149 179	19 309 643	79
Total général	157 912 047	103 347 832	65 719 977	63

4.4 Dépenses par catégorie

Les dépenses de projets sont encourues et suivies par chaque organisme participant, et déclarées conformément aux catégories convenues selon un modèle de rapports harmonisé entre les organismes. En 2006, le Groupe de développement des Nations Unies (UNDG) a défini six catégories auxquelles doivent correspondre dépenses de projets déclarées par les entités des Nations Unies. Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2012, ces catégories ont été modifiées par le Conseil des chefs de secrétariat de l'ONU à la suite de l'adoption des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) et sont désormais au nombre de huit. Toutes les dépenses déclarées jusqu'au 31 décembre 2011 sont présentées en fonction des six catégories employées jusque-là, et toutes les dépenses déclarées à partir du 1^{er} janvier 2012 sont réparties en huit catégories (voir le tableau 4-7), selon le nouveau modèle. Les anciennes et les nouvelles catégories sont reprises dans le tableau 4-8.

Tableau 4-6 Catégories de dépense antérieures (2006) et actuelles (2012)

Catégories de dépenses de l'UNDG (2006)	Catégories de dépenses du CEB (2012)
1. Fournitures	1. Traitements et autres dépenses de personnel
2. Personnel	2. Fournitures, marchandises et matériel
3. Formation	3. Équipement, véhicules, mobilier et amortissement
4. Contrats	4. Services contractuels
5. Autres coûts directs	5. Déplacements
	6. Versements et subventions
	7. Dépenses générales de fonctionnement
6. Coûts indirects	8. Coûts indirects

Tableau 4-7 Dépenses au 31 décembre 2012, classées selon les catégories de l'UNDG (ancienne nomenclature) et du Conseil des chefs de secrétariat (nouvelle nomenclature)

Catégorie	Dépenses			Pourcentage du coût total du Programme
	Années antérieures au 31 déc 2011	Année en cours jan-déc 2012	Total	
Fournitures, marchandises, équipement et transport (ancienne)	1 256 408	-	1 256 408	2
Personnel (ancienne)	23 105 695	-	23 105 695	37
Formation des partenaires (ancienne)	3 596 995	-	3 596 995	5
Contrats (ancienne)	6 914 797	-	6 914 797	11
Autres coûts directs (ancienne)	2 110 598	-	2 110 598	3
Traitements et autres frais de personnel (nouvelle)	-	11 334 842	11 334 842	18
Fournitures, marchandises, matériel (nouvelle)	-	2 666 779	2 666 779	4
Équipement, véhicules, mobilier, amortissement (nouvelle)	-	735 606	735 606	1
Services contractuels (nouvelle)	-	1 707 643	1 707 643	2
Déplacements (nouvelle)	-	1 420 948	1 420 948	2
Montant transféré et subventions (nouvelle)	-	4 103 523	4 103 523	6
Coûts de fonctionnement (nouvelle)	-	2 334 897	2 334 897	3
Coût total du Programme	36 984 494	24 304 238	61 288 732	100
Total des coûts d'appui indirects	2 506 530	1 924 715	4 431 245	7
Total	39 491 024	26 228 953	65 719 977	

En 2012, le premier poste de dépenses correspondait au traitement et aux frais de personnel, représentant 56 pour cent (combinaison des anciennes et nouvelles catégories, suivi des contrats qui constituaient 13 pour cent des dépenses (catégories combinées). Les autres catégories de dépenses représentaient moins de 10 pour cent.

4.5 Projets ayant achevé leurs activités

En 2012, Programme national ONU-REDD du Viet Nam et le Programme global (2009-2011) ont clos leurs activités. Les rapports finaux certifiés les concernant seront publiés en ligne avec les politiques des organismes de l'ONU participants à la date de la clôture financière.

5 Bilan d'ensemble des succès et obstacles du Programme

Pendant toute l'année 2012, le Programme ONU-REDD a enregistré de nombreux succès et progressé dans la réalisation des objectifs fixés. En mars, le Conseil d'orientation a approuvé des allocations de fonds pour les Programmes nationaux du Congo et du Sri Lanka, d'un montant de 4 millions de dollars chacun. En octobre, il a approuvé un plan de travail pour l'exercice biennal 2013-2014, assorti d'un budget de 47 millions de dollars et d'une allocation de 16 millions du Fonds du Programme ONU-REDD au titre des activités en 2013. Les dépenses totales pour le Programme se sont élevées à 65 millions jusqu'au mois de décembre 2012.

À la fin de la période examinée, 15 des 16 pays dotés de Programmes nationaux approuvés par le Conseil d'orientation avaient finalisé et signé leurs documents de Programme national, et avaient entamé la phase de mise en œuvre. En ce qui concerne l'appui du Programme aux pays par le biais des Programmes nationaux, des efforts importants ont été consentis pour promouvoir le renforcement institutionnel et le développement des capacités nécessaires à la préparation de la REDD+. Les progrès de la RDC, de l'Indonésie et du Viet Nam dans leur préparation à la REDD+ révèle clairement l'importance de ces efforts : s'emploie à mener à bien la phase de préparation dans le respect des normes de qualité les plus exigeantes d'ici août 2013, alors que le Viet Nam et l'Indonésie ont mis fin aux opérations de leurs Programmes nationaux.

Si certains pays ont constaté une meilleure coordination entre les organismes de l'ONU participants, ainsi qu'entre les organismes de l'ONU participants et le gouvernement, des difficultés communes persistent. La coordination interne entre les ministères et les services gouvernementaux, et des modifications dans la structure interne, liées par exemple à des changements de personnel et à la restructuration des unités de gestion des programmes, soulèvent apparemment des difficultés qui freinent la mise en œuvre des Programmes nationaux. Le Programme a réagi en clarifiant les rôles et les responsabilités et en créant et renforçant des organes nationaux de coordination.

Le fait que les facettes de la REDD+ sont diversement comprises au sein des ministères et des services gouvernementaux impliqués fait également obstacle à la mise en œuvre, comme le constate le Programme national d'Indonésie (annexe 5). L'issue incertaine des négociations de la REDD+ au niveau international a également contribué aux attentes et aux opinions suscitées par la REDD+. Afin d'atténuer ces divergences, le Programme national d'Indonésie s'est employé, dans la formulation des recommandations politiques liées à la REDD+ dans le pays, à garantir l'implication d'une diversité de parties prenantes clés aux niveaux national et infranational et à collaborer avec les principales institutions responsables de la mise en œuvre de la REDD+.

Plusieurs Programmes nationaux, notamment le Panama (annexe 7) et les Philippines (annexe 10) ont déploré une coordination limitée au niveau national et l'absence d'harmonisation des procédures administratives entre organismes de l'ONU participants. En juin 2012, la Coordination nationale des peuples autochtones du Panama (COONAPIP) a adressé une lettre au Coordonnateur résident de l'ONU au Panama et au chef de l'ANAM (Autorité nationale pour l'environnement du Panama), signalant une série d'événements survenus dans la conception et la mise en œuvre du Programme national ONU-REDD, et exprimant une série de griefs. En réponse, le Programme a établi une commission technique de haut niveau composée de l'ANAM, de la COONAPIP et de l'ONU-REDD. Afin de consolider la coordination dans les Programmes nationaux, un Manuel à l'intention des Programmes nationaux et des activités au niveau national (en anglais) a été réalisé et diffusé aux équipes du Programme ONU-REDD.

L'évolution de l'environnement externe des Programmes, liée à une instabilité politique et à des changements de ministres ou de gouvernements, auraient aussi ralenti les activités de certains Programmes nationaux, notamment ceux de Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Paraguay et des Îles Salomon (annexes 8, 9 et 11). Au Paraguay, la coordination a débuté sous le nouveau gouvernement afin d'éviter des retards trop importants, mais les avancées ont été limitées par l'approche de nouvelles élections en 2013. Dans les Îles Salomon et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le recrutement du personnel du projet devrait faciliter la mise en œuvre des activités. Au second semestre 2012, les Îles Salomon ont créé l'unité de gestion du Programme (UGP) et une équipe spéciale nationale sur la REDD+, démarche qui a facilité les travaux jusqu'en décembre.

La mise en œuvre des Programmes nationaux se heurte à des obstacles permanents : une faible capacité d'absorption et des capacités administratives, d'encadrement et de coordination limitées pour les activités concernées, ce qui peut ralentir l'exécution et diminuer les chances d'aboutir aux résultats escomptés. Selon le Programme national des Philippines (annexe 10), par exemple, les importantes responsabilités du partenaire de mise en œuvre et ses capacités de mener la mise en œuvre peuvent en pâtir, sans parler du Programme. Des mesures visant à assurer une capacité suffisante sont néanmoins en cours, telle que le recrutement de personnel supplémentaire et la promotion d'une harmonisation avec les initiatives connexes et ce, pour éviter que ressources humaines fassent l'objet d'une inutile concurrence.

Un Programme national, celui de la Bolivie (État plurinational de), a été bloqué pendant la période examinée, le secrétariat du Programme ONU-REDD ayant recommandé l'interruption des activités et des dépenses jusqu'à ce que le Conseil d'orientation prenne une décision en réponse à la demande de révision de son Programme national par la Bolivie désireuse de recadrer l'appui approuvé par le Programme ONU-REDD conformément au mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation. En réponse à la 13^e décision prise lors de la huitième réunion du Conseil d'orientation, une mission de haut niveau s'est rendue en Bolivie (État plurinational de) en juin et a rencontré les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales ainsi que les organismes de l'ONU participants. Le rapport final a été présenté à la neuvième réunion du Conseil d'orientation, et la décision a été prise de demander à la Bolivie (État plurinational de) de hiérarchiser les activités au sein du document du Programme national approuvé afin de contribuer à son mécanisme conjoint d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, et de mettre en œuvre les activités ainsi jugées prioritaires avec la première tranche de financement déjà décaissée, conformément aux règles, procédures et orientations du Programme. Le pays a été prié de soumettre son plan de travail et son budget révisés à l'examen du Conseil d'orientation entre deux sessions.

Les avancées et les aboutissements étaient classés selon les huit résultats escomptés du SNA en 2012, au nombre desquels certains éléments méritant d'être remarqués figurent en détail à l'annexe 14. Première année de mise en œuvre du SNA, 2012 est donc un jalon de la stratégie du 2011-2015 du Programme ONU-REDD. Découlant directement de la stratégie du Programme et de rigoureuses réalisations afin d'appuyer les pays dans leur progression vers les phases de la REDD+ axées sur les résultats, le SNA a franchi plusieurs étapes importantes : le renforcement de l'appui ciblé en tant que modalité d'exécution, l'élaboration d'une démarche ONU-REDD d'appui aux granties nationales et l'appui aux pays à un stade plus avancé de la préparation pour leur permettre de mobiliser de nouveaux soutiens auprès d'autres sources et de consolider leurs stratégies de préparation. Il convient à ce propos de mentionner l'élaboration du mandat de niveau 2, son approbation par le Conseil d'orientation et les accords de niveau 2 signés pour le Viet Nam et la RDC.

Malgré ces réussites, les obstacles à la mise en œuvre subsistent, essentiellement dus aux adaptations rendues nécessaires par les ambitions croissantes d'appui aux pays, en tenant compte des enseignements tirés du Programme global 2009-2011. En 2012, l'exécution des objectifs du SNA a surtout échoué sur des difficultés de

capacités, de connaissance, de coordination et de programmation. La présentation des procédures de demande d'appui ciblé lors de la 8^{ème} réunion du Conseil d'orientation, en mars 2012 à Asunción (Paraguay) a par ailleurs soulevé de nouvelles difficultés liées à la nécessité d'apporter une réponse adéquate aux demandes d'appui ciblé.

Le respect des délais dans la mise en œuvre du SNA a par ailleurs pâti en 2012 du fait de la nécessité d'adapter la programmation opérationnelle à l'ambition croissante du SNA et au processus décisionnel au sein du Programme ONU-REDD. Le budget du SNA, dont la mise en œuvre était prévue dès juillet 2011, n'a été approuvé pour la première année qu'en octobre de la même année, ce qui a retardé le recrutement du personnel et l'établissement de partenariats. Sensiblement plus ambitieux que le Programme global 2009-2011, le SNA a suscité par son ampleur des difficultés de mise en œuvre, notamment liées aux délais nécessaires pour permettre aux organismes de s'adapter à cette nouvelle échelle (recrutement de personnel supplémentaire, mise en marche du mécanisme d'appui ciblé, etc.). La planification a été particulièrement délicate pour les réalisations fortement tributaires du personnel ou d'autres contrats à long terme ; les mesures administratives de recrutement et d'obtention de ressources n'ont en effet pu être prises qu'après la 7^{ème} réunion du Conseil d'orientation, en octobre 2011 à Berlin (Allemagne). La révision budgétaire pour les 2^{ème} et 3^{ème} années (2013 et 2014) et le recadrage, approuvé à la 9^e réunion du Conseil d'orientation à Brazzaville (Congo), du cycle budgétaire du SNA sur l'année calendaire ont permis de reporter les économies dégagées en 2012 sur le budget révisé de 2013, qui tient compte des enseignements tirés de la première année de mise en œuvre du SNA.

Alors que la mise en œuvre de la REDD+ progresse et que de nombreux pays consolident leurs stratégies de REDD+ et évoluent vers la phase axée sur les résultats, le Programme ONU-REDD n'a eu de cesse d'adapter son exécution afin d'être toujours plus réactif à l'évolution du paysage de la REDD+. Grâce à une plus grande proximité avec les parties prenantes du Programme, en particulier les pays partenaires et les membres du Conseil d'orientation, et la création de nouveaux partenariats, le Programme est à même d'apporter les ajustements nécessaires afin d'appuyer les pays de façon plus complète et plus efficace.

Addendum 1 – Informations complémentaires concernant le budget et les dépenses 2012 du SNA

Les taux d'utilisation du tableau 3-4 font état du report de fonds depuis 2012 ; par ailleurs, certaines obligations financières de 2012 n'ont pas pu être classées comme dépenses pour les raisons suivantes : i) ayant été engagées très tardivement dans l'année, elles n'ont pu apparaître dans les systèmes financiers en 2012 ; ii) elles n'ont pas encore donné lieu à un engagement ou un décaissement, mais elles ont été mises de côté afin de financer les activités découlant de demandes d'appui ciblé approuvées ; ou iii) elles correspondent à des contrats et des paiements individuels associés à des activités de 2012 mais échus en 2013.

Le budget du SNA a été réexaminé en 2012. Bien que cette démarche ait porté sur le budget pour les 2^{ème} et 3^{ème} années (2013 et 2014), l'examen budgétaire a tenu compte des enseignements tirés de la mise en œuvre en 2012 et anticipait le report d'un montant estimé à 4 190 000 \$US (1 900 000 \$US pour la FAO, 1 690 000 \$US pour le PNUD et 600 000 \$US pour le PNUE) de 2012 à 2013. Le Conseil d'orientation a approuvé les conclusions de l'examen budgétaire lors de sa neuvième réunion, et ce montant a été ensuite déduit de la demande d'allocation de fonds pour 2013.²² Les économies réalisées fin 2012 ont finalement été de 4 554 614 \$US (1 281 891 \$US pour la FAO, 2 081 949 \$US pour le PNUD, et 1 190 773 \$US pour le PNUE). Au report estimé en octobre 2012 et inscrit dans le formulaire de demande de fonds pour l'examen budgétaire 2013-2014 s'ajoutent donc 364 614 \$US disponibles pour d'autres programmes.

Outre le report de fonds entre 2012 et 2013, certains financements associés aux activités de 2012 n'apparaissent pourtant pas comme dépenses dans les chiffres de 2012 et ne seront pas disponibles pour les programmes en 2013.

Le PNUD avait réservé 1 665 165 \$US en 2012 pour les obligations qui se poursuivaient au-delà de 2012, lesquelles s'articulent comme suit : i) 430 667 \$US en règlement des contrats de consultants individuels qui ne seront effectués qu'en 2013 ; ii) 319 363 \$US correspondant aux fonds d'appui ciblé versés aux bureaux de pays du PNUD mais pas encore pleinement décaissés ; et iii) 915 135 \$US de demandes d'appui ciblé approuvées qui ne sont pas encore complètement décaissées. Ces fonds seront déclarés comme dépenses en 2013, bien qu'ils soient associés à des activités prévues pour 2012. Le PNUE compte aussi, moyennant 638 601 \$US, des obligations qui se prolongent au-delà de 2012 et qui ne seront donc pas comptabilisées dans les dépenses de 2012. Elles concernent essentiellement des contrats avec des partenaires de mise en œuvre qui, conformément aux réglementations financières de l'ONU en vigueur, ne peuvent apparaître dans les comptes de 2012 et seront déclarés en tant que dépenses de 2013.

²² Voir UNREDD/PB9/V1 ; appui aux Plans d'action REDD+ nationaux - Cadre du Programme global 2011-2015 - formulaire de demande pour la révision budgétaire 2013-2014, neuvième réunion du Conseil d'orientation du Programme ONU-REDD, Brazzaville (Congo), 26-27 octobre 2012.